



CONTRAT DE MUTUALISATION PASSIVE FTTH DE GUYACOM

CONDITIONS GENERALES

Entre les soussignés

1. Guyacom, Société à responsabilité limitée, au capital de 95 000€, immatriculée au RCS de Cayenne sous le numéro 487 861 817, dont le siège est situé au 56, avenue Pasteur, résidence « Petit Chalet » à Cayenne.

représentée par Monsieur Filip Van Den Bossche, en sa qualité de gérant, dûment habilité à cet effet,

ci-après dénommé « **Guyacom** »,

d'une part,

et

2. La société X (RCS et coordonnées...),

représenté par X, en sa qualité de X,

ci-après dénommé l'« **Opérateur** »,

d'autre part,

ci-après collectivement dénommés « **les Parties** » ou individuellement « **Partie** »,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

SOMMAIRE

Entre les soussignés.....	1
Liste des annexes	4
Préambule.....	5
Article I Objet	5
Article II Composition du Contrat.....	6
Article III Définitions	6
Article IV Informations préalables.....	10
Article IV.1 Information d'intention de déploiement et de mise à niveau – Appel à cofinancement	10
Article IV.2 Consultation sur la Zone arrière de PM	10
Article IV.3 Informations Zones arrières de PM (IZA) - IPE.....	11
Article V Cofinancement	11
Article V.1 Modalités de l'engagement de l'Opérateur	11
Article V.2 Droits de l'Opérateur et de Guyacom	14
Article V.3 Tarifs	18
Article VI Accès à la ligne FTTH.....	24
Article VI.1 Description de la prestation d'accès à la Ligne FTTH	24
Article VI.2 Droit	24
Article VI.3 Tarifs.....	26
Article VII Accès au PM.....	27
Article VII.1 Description.....	27
Article VII.2 Commande	27
Article VII.3 Résiliation dans le cadre de l'offre d'accès à la Ligne FTTH en cas de non utilisation du PM.....	29
Article VII.4 Tarifs.....	29
Article VIII Lien NRO-PM.....	29
Article VIII.1 Description de la prestation.....	29
Article VIII.2 Commande	30
Article VIII.3 Droit	30
Article VIII.4 Tarifs.....	32
Article IX Raccordement Client Final.....	33
Article IX.1 Prestation.....	33
Article IX.2 Construction du Câblage Client Final par l'Opérateur Commercial.....	35
Article IX.3 Construction du Câblage Client Final par Guyacom	35
Article IX.4 Raccordement du Client Final sur Câblage Client Final existant	36
Article IX.5 Prix de référence du Câblage Client Final	36
Article X Maintenance.....	37
Article X.1 Généralités	37
Article X.2 Travaux programmés	38
Article X.3 Évolution tarifaire	38
Article XI Principes applicables aux interventions sur les infrastructures FTTH.....	38
Article XII Durée et date d'effet	40
Article XII.1 Date d'effet	40
Article XII.2 Durée.....	40
Article XIII Modification du contrat	40
Article XIV Facturation	41
Article XIV.1 Établissement des factures	41
Article XIV.2 Principes généraux de la facturation	41
Article XIV.3 Réclamations sur factures.....	42
Article XV Paiement.....	42
Article XV.1 Principes de paiement des factures.....	42
Article XVI Moyen de paiement.....	43
Article XVI.2 Incident de paiement	44
Article XVI.3 Sanction en cas de défaut de paiement des factures	44
Article XVII Fiscalité.....	44
Article XVIII Garanties financières	45
Article XVIII.1 Types et rang de garanties financières – modalités de calcul et procédure.....	45
Article XVIII.2 Aménagements du type de garantie financière applicables.....	46
Article XVIII.3 Évolution de la situation globale de l'Opérateur.....	47
Article XVIII.4 Conséquences de la non-fourniture de la garantie financière demandée.....	47
Article XVIII.5 Mise en œuvre de la garantie financière	47
Article XIX Force majeure.....	48
Article XX Responsabilité	48
Article XX.1 Obligations de Guyacom	48
Article XX.2 Exclusion de la réparation des dommages indirects	48
Article XX.3 Limitation financière.....	49
Article XX.4 Pénalités forfaitaires	49
Article XX.5 Prescription.....	49



Article XX.6	Garanties.....	49
Article XXI	Assurances.....	49
Article XXII	Intuitu personae.....	49
Article XXIII	Cession.....	50
Article XXIV	Résiliation.....	50
Article XXIV.1	Résiliation de l'engagement de co-financement des Infrastructures de réseau FTTH à construire au-delà de la 5 ^{ème} année.....	50
Article XXIV.2	Résiliation d'un lien NRO-PM.....	51
Article XXIV.3	Résiliation d'un accès à la Ligne FTTH.....	52
Article XXIV.4	Suspension et/ou résiliation du Contrat pour non-respect des obligations contractuelles incombant à l'Opérateur.....	52
Article XXIV.5	Suspension et/ou résiliation du Contrat pour défaut de paiement.....	52
Article XXIV.6	Résiliation du Contrat pour non-respect des obligations contractuelles incombant à Guyacom.....	53
Article XXIV.7	Résiliation de l'engagement de cofinancement pour hausse de prix exceptionnelle.....	53
Article XXIV.8	Résiliation du Contrat pour cas de Force Majeure.....	54
Article XXIV.9	Résiliation du Contrat pour cession de contrôle de l'Opérateur.....	54
Article XXIV.10	Effet de la résiliation.....	55
Article XXV	Preuve.....	55
Article XXV.1	Écrit électronique.....	55
Article XXV.2	Convention de preuve.....	56
Article XXVI	Propriété intellectuelle.....	56
Article XXVII	Protection des données.....	56
Article XXVII.1	Droit d'accès aux fichiers informatisés.....	56
Article XXVII.2	Données fournies par les services d'information en ligne.....	56
Article XXVIII	Confidentialité.....	57
Article XXIX	Modification réglementaire ou législative.....	58
Article XXX	Disposition générale sur les commandes.....	58
Article XXXI	Communication et atteinte à l'image.....	59
Article XXXII	Intégralité.....	59
Article XXXIII	Autonomie et divisibilité des clauses contractuelles.....	59
Article XXXIV	Non-renonciation.....	59
Article XXXV	Election de domicile – Correspondances.....	59
Article XXXVI	Langue du Contrat.....	60
Article XXXVII	Droit applicable.....	60
Article XXXVIII	Attribution de juridiction.....	60
Signatures	60



Liste des annexes

Annexe 1 – Prix

Annexe 2 – Pénalités

Annexe 3 – Engagement de cofinancement

Annexe 4 – Plan de prévention type

Annexe 5 – Liste des communes de la Zone de cofinancement

Annexe 6 – Garanties financières

Annexe 7 – Coordonnées des contacts

Annexe 8 – Flux d'échanges inter-opérateurs

Annexe 9 – Web Service de Description d'adresse

Annexe 10 – Prévisions

Annexe 11 – Immeubles neufs

Annexe 12 – Spécifications Techniques d'Accès aux Services

Préambule

En application de la décision ARCEP n°2009-1106 en cohérence avec la décision ARCEP n°2010-1312, Guyacom publie une offre qui détaille les principes techniques, opérationnels, tarifaires et juridiques que Guyacom propose aux opérateurs souhaitant obtenir un accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique déployées par Guyacom dans certaines communes en dehors de la Zone Très Dense dans les immeubles bâtis résidentiels, entreprises ou mixtes comportant des logements ou locaux à usage professionnel en vue de desservir un Client Final.

Sur la base de cette offre, Guyacom propose à l'Opérateur l'encadrement conventionnel des modalités de l'accès à la partie terminale des lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique dans certaines communes en dehors de la Zone Très Dense dans les conditions des présentes.

Article I Objet

Les présentes (ci-après, le Contrat) décrivent les conditions de mutualisation des Infrastructures de réseau FTTH de Guyacom pour certaines communes en dehors de la Zone Très Dense.

La mutualisation des Infrastructures de réseau FTTH est accessible selon deux modalités distinctes :

- Un accès en cofinancement ;
- Un accès à la Ligne FTTH.

La mutualisation consiste à permettre à l'Opérateur d'accéder aux Infrastructures de réseau FTTH de Guyacom afin que l'Opérateur puisse :

- Fournir des offres de services de communications électroniques à très haut débit en fibre optique à destination de ses Clients Finals ;
- Fournir des offres relevant du marché de gros, à destination de tout opérateur tiers, en vue que ce dernier fournisse directement ou indirectement des offres de services de communications électroniques à très haut débit en fibre optique à destination de ses Clients Finals.

Le cofinancement consiste :

- En un engagement ferme par lequel l'Opérateur s'oblige, sur la Zone de cofinancement et pendant une durée déterminée, à acquérir des droits d'accès sur l'ensemble des Infrastructures de réseau FTTH de Guyacom et
- En contrepartie de l'engagement précité, la cession à l'Opérateur par Guyacom d'un droit d'usage de longue durée sur les Infrastructures de réseau FTTH objet de l'engagement de l'Opérateur exerçable à concurrence du niveau de son engagement.

L'accès à la ligne consiste en une mise à disposition à l'Opérateur des Lignes FTTH.

Des prestations additionnelles complètent par ailleurs les modalités de mutualisation proposées par Guyacom ci-dessus décrites.



Article II Composition du Contrat

Le Contrat est composé, par ordre de priorité décroissante, des documents suivants :

- Les Conditions Générales
- Les Conditions Spécifiques
- Les Annexes
- Les engagements de cofinancement
- Les commandes

En cas de contradiction, l'interprétation du Contrat est réalisée en donnant priorité au document ayant le rang le plus élevé. En cas de contradiction dans des documents de rang identique, l'interprétation du Contrat est réalisée en vue de permettre la réalisation de son objet dans le respect de l'équilibre des obligations entre les Parties tel que prévu dans les Conditions Générales.

L'Opérateur reconnaît avoir reçu un exemplaire des Conditions Spécifiques et des annexes associées aux Conditions Générales au jour de la date d'effet de ces dernières.

Article III Définitions

Câblage Client Final : Ensemble composé :

- D'un câble de fibre optique installé entre le Point de Branchement Optique (PBO) et un Point de Terminaison Optique (PTO);
- D'un Point de Terminaison Optique (PTO).

Un Câblage Client Final dessert un Logement Raccordable.

Câblage d'immeuble : Ensemble composé :

- D'un ou plusieurs câbles de fibres optiques de Guyacom raccordant un Point d'Aboutement (PA) aux Points de Branchement Optique (PBO) desservant un Immeuble FTTH et situés à l'intérieur de celui-ci.
- Des Points de Branchement (PBO) desservant cet Immeuble FTTH.

Câblage de sites : Câblage d'immeuble ou Câblage de zone pavillonnaire.

Câblage de zone pavillonnaire : Ensemble composé :

- D'un ou plusieurs câbles de fibres optiques de Guyacom raccordant un Point d'Aboutement (PA) aux Points de Branchement Optique (PBO) desservant un ensemble de Pavillons FTTH situés sur une même Zone arrière du PM.
- des Points de Branchement Optique (PBO) desservant ces Pavillons FTTH.

Client Final : Personne physique ou morale souscripteur ou susceptible d'être souscripteur d'une offre de services de communications électroniques à très haut débit en fibre optique délivrée au moyen de l'Infrastructure de Réseau FTTH par un Opérateur Commercial.

Convention : Contrat établi entre Guyacom et un Gestionnaire d'Immeuble détaillant l'ensemble des modalités, notamment techniques et juridiques, relatives à l'installation, la gestion, l'entretien



ou au remplacement de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique permettant de desservir un ou plusieurs Clients Finaux dans un Immeuble FTTH.

Contrat d'Hébergement : conditions spécifiques d'hébergement d'équipements actifs dans un Nœud de Raccordement d'Abonnés siège de Nœud de Raccordement Optique de Guyacom, attachées aux conditions générales d'hébergement d'équipements au sein de locaux de Guyacom pour l'exploitation des boucles locales en fibre optique.

Date Limite de Cofinancement Ab Initio ou Date Limite : Date maximum à laquelle l'Opérateur doit faire parvenir à Guyacom son engagement de cofinancement pour pouvoir bénéficier du tarif Ab Initio sur l'ensemble des PM déployés avant cette date. Cette date sera définie dans l'Information d'intention de déploiement et de mise à niveau valant appel à cofinancement que Guyacom lancera conformément à l'article Article IV.1 des présentes Conditions Générales.

Date de Mise en Service Commerciale du PM : Date à partir de laquelle le raccordement effectif d'un Client Final est possible au Point de Mutualisation, telle que prévu par l'ARCEP dans sa décision n°2009-1106. C'est à partir de cette date que les Opérateurs Commerciaux sont autorisés à fournir des services de communication électronique à très haut débit à un Client Final. Elle est diffusée pour chaque Point de Mutualisation au titre des Informations de Zone arrière de PM.

Date de lancement de Lot : date indiquée dans la consultation sur la partition d'un Lot en Zones arrière de PM, correspondant à la date au plus tôt à laquelle Guyacom pourra mettre à disposition des Infrastructures de réseau FTTH du Lot.

La date de lancement de lot permet également de déterminer, fonction de la date de réception de l'engagement de l'Opérateur sur la Zone, les modalités d'accès au PM pour héberger des Équipements actifs.

Desserte Interne : désigne l'installation intérieure (câbles installés dans le Logement FTTH) après le Point de Terminaison Optique (PTO).

Difficultés de Construction de Câblage Client Final (DCC) : difficultés rencontrées par Guyacom pour la construction d'un Câblage Client Final.

Droit de suite : rémunération partielle du financement de l'Infrastructure de réseau FTTH cofinancé par l'Opérateur dans le cadre des offres de cofinancement ab initio ou ex post. Cette rémunération a pour cause le cofinancement par un nouvel Opérateur Commercial de l'Infrastructure de réseau FTTH.

Droit Réel Temporaire : Contrepartie de l'engagement de cofinancement des Infrastructure de Réseau FTTH de l'Opérateur. Ce droit qui consiste en un démembrement temporaire de la propriété des Infrastructures de Réseau FTTH est décrit à l'article Article V.2 des présentes.

Emplacement : Partie du PM réservée à l'Opérateur afin d'y héberger ses Équipements actifs ou ses Équipements passifs ainsi qu'éventuellement le câble en provenance de son réseau FTTH.

Équipement actif : Appareil hébergé au PM et alimenté électriquement qui agrège les signaux lumineux porteurs de données des Lignes FTTH affectées à l'Opérateur vers les fibres en provenance de son réseau FTTH ou d'un Raccordement distant fourni par Guyacom.



Équipement passif : Appareil hébergé au PM et non-alimenté électriquement qui agrège les signaux lumineux porteurs des données des Lignes FTTH affectées à l'Opérateur vers les fibres en provenance de son réseau FTTH ou d'un Raccordement distant fourni par Guyacom.

FTTH (Fiber To The Home) : Déploiement de la fibre optique jusqu'au domicile du Client Final.

Gestionnaire d'Immeuble : Personne morale ou physique mandatée par des propriétaires à gérer un immeuble ou un groupe d'immeubles bâtis pour le compte d'une propriété ou copropriété (syndics de copropriété ou bailleurs sociaux).

Guichet Unique de SAV de Guyacom : désigne le point d'entrée unique de Guyacom pour toutes les opérations de SAV liées à la présente offre.

Immeuble FTTH : Bâtiment ou ensemble de bâtiments à usage d'habitation, à usage professionnel ou à usage mixte et pour lequel Guyacom a signé une Convention avec le Gestionnaire d'Immeuble permettant l'installation de la partie terminale de l'Infrastructure de réseau FTTH.

Informations de Zone arrière de PM (IZA) : Informations relatives aux adresses de logements ou lots professionnels situés sur la Zone arrière d'un PM que Guyacom a déployé ou a prévu de déployer. Ces informations sont fournies conformément à l'annexe 8 du présent Contrat.

Infrastructures de réseau FTTH : Ensemble constitué des Points de Mutualisation, des Boitiers de Raccordement, des Câblages de sites et, le cas échéant, des Câblages Clients Finals qui y sont raccordés, dont l'accès est prévu au titre du présent Contrat.

Jours Ouvrables : Du lundi au samedi (hors jours fériés ou chômés) de 8 H à 18 H.

Jours Ouvrés : Du lundi au vendredi (hors jours fériés ou chômés) de 8 H à 18 H.

Lien NRO-PM : ensemble de fibres optiques passives permettant la livraison en un point unique des signaux lumineux porteurs de données des Lignes FTTH rattachées à un PM. Les extrémités du Lien NRO-PM sont un NRO et un NRO.

Ligne FTTH : Ligne continue de communication électronique à très haut débit en fibre optique allant du Point de Mutualisation au Point de Terminaison Optique du Logement Raccordable.

Logement Couvert : Logement ou lot professionnel situé dans la zone arrière d'un PM. Un logement ou lot professionnel est dit Logement Couvert par les Infrastructures de réseau FTTH dans les deux cas suivants :

Dans le cas des Immeubles FTTH, un Logement Couvert est un Logement Raccordable le cas échéant dans un délai de 6 mois à compter de la signature de la Convention ;

Dans le cas des Pavillons FTTH, tout Logement Couvert est un Logement Raccordable le cas échéant dans un délai de 6 mois à compter de la commande par tout Opérateur Commercial adressée à Guyacom ;

Logement Raccordable : Logement ou lot professionnel accessible depuis un Câblage de sites.

Lot : Partie de la Zone de cofinancement dans laquelle Guyacom a prévu de déployer, en tout ou en partie, des Infrastructures de réseau FTTH.

NRO : Nœud de Raccordement Optique de Guyacom.



Opérateur Commercial (OC) : Désigne un opérateur commercialisant des services de communication électronique à très haut débit via les Infrastructures de réseau FTTH de Guyacom.

Opérateur d'Immeuble (OI) : désigne un Opérateur FTTH qui installe et exploite, ou exploite, un Câblage FTTH permettant d'offrir aux occupants de l'Immeuble FTTH ou d'un Pavillon FTTH un raccordement à très haut débit en fibre optique. Dans le présent Contrat il s'agit de Guyacom.

Pavillon FTTH : Bâtiment à usage d'habitation, à usage professionnel ou à usage mixte non soumis à la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis.

Point d'aboutement (PA) : point d'extrémité du Réseau de distribution en provenance du PM. Il est situé dans une chambre de génie civil à proximité des Logements Couverts ; il permet le raccordement du Câblage de sites au Réseau de distribution.

Point de Branchement Optique (PBO) ou Point de Branchement (PB) : Equipement situé à l'extrémité du Câblage de sites en provenance du PM et à proximité immédiate des Logements Raccordables.

Point de Mutualisation (PM) : Point de brassage optique à partir duquel Guyacom donne accès aux Infrastructures de réseau FTTH aux Opérateurs Commerciaux.

Point de Raccordement (PR) : lieu situé dans l'Immeuble FTTH à proximité du point de pénétration de l'immeuble où sont ramenées toutes les fibres optiques desservant tous les logements et lots professionnels de l'Immeuble FTTH en vue de leur raccordement à un point de mutualisation.

Point de Terminaison Optique (PTO) : Le PTO matérialise par une prise optique la limite de séparation entre le Câblage Client Final et l'installation intérieure du Logement Raccordable. Cette prise constitue le point de terminaison des Infrastructures de réseau FTTH.

Prestataire : Désigne tout prestataire de service avec lequel l'Opérateur conclut un contrat d'entreprise en vue de lui faire réaliser tout ou partie des interventions sur les Infrastructures de réseau FTTH dans les limites et conditions prévues au Contrat.

Type de Câblage Client Final : Le Type de Câblage Client Final est déterminé suivant le type de PB sur lequel le Câblage Client Final est raccordé.

Reseau de distribution : ensemble de câbles de fibre optique de Guyacom situé entre un Point de Mutualisation et les Câblages de Sites de la Zone arrière du PM.

Zone arrière de PM (ZPM) : Zone géographique continue regroupant l'ensemble des bâtiments reliés effectivement ou potentiellement à ce PM.

Zone de cofinancement : Zone géographique sur laquelle porte l'engagement de cofinancement de l'Opérateur. Dans le cas du présent contrat, il n'existe qu'une seule Zone de cofinancement regroupant l'ensemble des communes de la Guyane, listées en annexe 5.

Zone Très Dense : Ensemble des communes de la Zone Très Dense telles que définies par l'ARCEP.



Article IV Informations préalables

Guyacom communique à l'Opérateur un certain nombre d'informations qui lui permettent d'appréhender les intentions et modalités de déploiement des Infrastructures de Réseau FTTH de Guyacom. Ces informations seront utiles à l'Opérateur pour lui permettre de formuler des choix relatifs aux modalités d'accès à l'Infrastructure de Réseau FTTH tant dans le cadre de l'offre de cofinancement que dans l'offre d'accès à la Ligne FTTH.

Ces informations sont décrites ci-après.

Article IV.1 Information d'intention de déploiement et de mise à niveau – Appel à cofinancement

L'Opérateur a la faculté de participer au cofinancement de l'intégralité des Infrastructures de Réseau FTTH qui seront déployées sur l'unique Zone de cofinancement de Guyacom. L'Opérateur peut ainsi bénéficier des conditions techniques et tarifaires spécifiques qui sont associées à cet engagement et décrites à l'article Article V Cofinancement.

Pour ce faire, Guyacom communique à l'Opérateur les informations suivantes :

- Le descriptif géographique de la Zone de cofinancement dans laquelle Guyacom envisage de déployer des Infrastructures de Réseau FTTH et qui constituera le périmètre de l'engagement de cofinancement de l'Opérateur ;
- A titre indicatif, l'évolution du parc prévisionnel de Logements Couverts sur la Zone de cofinancement.

Guyacom pourra être amenée à mettre à jour ces informations en tant que de besoin, et ce, sans incidence sur les engagements souscrits par l'Opérateur. Aussi, aucune obligation à la charge de Guyacom n'est attachée au déploiement de ce parc prévisionnel.

Les modalités pratiques d'envoi de ces informations sont précisées dans les Conditions Spécifiques.

Article IV.2 Consultation sur la Zone arrière de PM

Le déploiement de la Zone de cofinancement est réalisé progressivement par Lot.

Avant chaque déploiement des Infrastructures de Réseau FTTH dans un Lot, Guyacom consulte l'Opérateur sur la partition du Lot en Zones arrières de PM.

Cette consultation a pour objet de décrire :

- le Lot retenu par Guyacom ;
- la partition du Lot en Zones arrières de PM ;
- La position géographique des PM et des NRO pour le Lot ;
- la Date de lancement de Lot.

L'Opérateur a la faculté de formuler des remarques sur le contour géographique du Lot retenu par Guyacom et sur la répartition de ce Lot en Zones arrières de PM.

L'Opérateur est informé que cette consultation est par ailleurs transmise à l'ARCEP, aux collectivités territoriales et groupements de collectivités territoriales exerçant une compétence



sur le territoire de la Zone de cofinancement ainsi qu'aux opérateurs inscrits sur la liste prévue par la décision n°2009-0169 de l'ARCEP, et qu'ils peuvent, tout comme l'Opérateur, formuler des remarques sur le contour géographique du Lot retenu par la Régie Guyacom et sur la partition de ce Lot en Zones arrières de PM.

Guyacom, après avoir pris en compte, le cas échéant, les remarques éventuelles qui lui auront été transmises par les acteurs consultés, renvoie, le cas échéant, une version définitive de la description du Lot retenu par Guyacom et la partition du Lot en Zones arrières de PM.

Guyacom justifiera ses choix auprès de l'Opérateur si les remarques qu'il a formulées ne sont pas retenues.

Le rythme, les modalités de communication et les modalités de participation à la consultation (délai de réponse, formalisme, etc...) sont indiquées dans les Conditions Spécifiques et dans le courrier de consultation.

Guyacom sera amenée à mettre à jour ces informations en tant que de besoin, et ce, sans incidence sur les engagements souscrits par l'Opérateur.

Article IV.3 Informations Zones arrières de PM (IZA) - IPE

Guyacom envoie de façon périodique à l'Opérateur des informations relatives aux Immeubles FTTH et Pavillons FTTH situés sur chaque Zone arrière d'un PM que Guyacom a déployé ou a prévu de déployer. Ces informations précisent en particulier l'avancée des déploiements FTTH sur la Zone de cofinancement et le PM de rattachement de chaque Immeuble FTTH et Pavillon FTTH. Elles contiennent également des informations sur les Liens NRO-PM déployés ou en cours de déploiement.

Ces informations sont fournies selon les modalités prévues aux Conditions Spécifiques du Contrat.

Article V Cofinancement

Article V.1 Modalités de l'engagement de l'Opérateur

a) Portée de l'engagement de l'Opérateur

L'Opérateur qui souscrit l'offre de cofinancement sur la Zone de cofinancement s'oblige, à acquérir définitivement et irrévocablement, à hauteur de son taux de cofinancement, pendant une durée de 20 ans à compter de la date d'envoi de l'information d'intention de déploiement, le Droit Réel temporaire lui donnant l'usage des Infrastructures de réseau FTTH dépendant des PM qui ont été ou seront installés pendant cette période.

La durée du Droit Réel Temporaire ainsi acquis est précisée à l'article Article V.2. L'Opérateur s'engage à payer le prix du cofinancement tel que précisé à l'article Article V.3 pendant toute la durée du Droit Réel Temporaire.

La résiliation de l'engagement au-delà de la 5^e année est traitée selon les termes de l'article Article XXIV.1.

b) Cofinancement



L'Opérateur a la faculté de souscrire au cofinancement de la Zone de cofinancement dès la publication de l'information d'intention de déploiement prévue à l'article Article IV.1 et tant que les infrastructures de Réseau FTTH sont maintenues en état de fonctionnement.

L'Opérateur qui souscrit au cofinancement de la Zone de cofinancement bénéficie :

- du tarif ab initio sur :
 - les Infrastructures de réseaux FTTH déployées avant la Date Limite, à condition que la date d'engagement de l'Opérateur soit antérieure à la Date Limite;
 - les Infrastructures de réseaux FTTH déployées après la Date Limite et après la réception de l'engagement de l'Opérateur ;
- du tarif ex post sur :
 - les Infrastructures de réseaux FTTH déployées avant la Date Limite, si la date d'engagement de l'Opérateur est postérieure à la Date Limite ;
 - les Infrastructures de réseaux FTTH déployées après la Date Limite et avant la réception de l'engagement de l'Opérateur.

Les principes tarifaires du cofinancement ab initio et du cofinancement ex post sont décrits à l'article Article V.3. La date de réception de l'engagement de l'Opérateur sert à déterminer les modalités d'accès aux PM :

- pour tous les Lots dont la Date de lancement de Lot est postérieure à la date de réception de l'engagement de cofinancement de l'Opérateur, Guyacom satisfait le souhait d'hébergement de l'Opérateur dans la limite des possibilités offertes par l'Annexe 11,
- Pour tous les Lots dont la date de lancement de Lot est antérieure à la date de réception de l'engagement de cofinancement de l'Opérateur, Guyacom satisfait le souhait d'hébergement de l'Opérateur dans la limite de la disponibilité restante sur les PM qui auront été déployés sur ces Lots dans les 12 mois qui suivent la réception de l'engagement de l'Opérateur. Guyacom satisfera le souhait d'hébergement de l'Opérateur, dans la limite des possibilités offertes par les STAS, sur les PM qui seront déployés après les 12 mois qui suivent la réception de l'engagement de cofinancement de l'Opérateur.

c) Niveau d'engagement de l'Opérateur

Le niveau d'engagement de cofinancement de l'Opérateur est matérialisé par un taux de cofinancement.

Ce taux de cofinancement, exprimé en pourcentage applicable au nombre de Logements Raccordables de la Zone de cofinancement, permet de définir le nombre maximal de Lignes FTTH qui peuvent être affectées simultanément à l'Opérateur sur la Zone de cofinancement en vue de desservir un Client Final.

Lorsque le nombre de Logements Raccordables de la Zone de cofinancement est inférieur à 10% du parc prévisionnel des Logements Couverts sur la Zone de cofinancement prévus en année 20 dans l'information d'intention de déploiement, aucune limitation n'est appliquée au nombre de Lignes FTTH qui peuvent être affectées simultanément à l'Opérateur sur la Zone de cofinancement en vue de desservir un Client Final.

Lorsque le nombre de Logements Raccordables de la Zone de cofinancement est supérieur à 33% du parc prévisionnel des Logements Couverts sur la Zone de cofinancement prévus en année 20 dans l'information d'intention de déploiement, le nombre maximal de Lignes FTTH affectées



simultanément à l'Opérateur ne peut être supérieur au taux de cofinancement souscrit par l'Opérateur sur la Zone de cofinancement multiplié par la somme des Logements Raccordables de cette Zone de cofinancement.

Lorsque le nombre de Logements Raccordables est situé entre 10% et 33% du parc prévisionnel des Logements Couverts sur la Zone de cofinancement prévus en année 20 dans l'information d'intention de déploiement, le nombre maximal de Lignes FTTH affectées simultanément à l'Opérateur ne peut être supérieur au taux de cofinancement souscrit par l'Opérateur sur la Zone de cofinancement multiplié par la somme des Logements Raccordables de cette Zone de cofinancement multiplié par un coefficient multiplicateur.

Le coefficient multiplicateur Coef est donné par la formule suivante :

$$Coef = \frac{0,725 - 1,5 \times \frac{R}{C}}{0,23}$$

Avec :

R : nombre de Logements Raccordables installés sur la Zone de cofinancement.

C : nombre de Logements Couverts sur la Zone de cofinancement prévus en année.

d) Augmentation du niveau d'engagement de l'Opérateur

Au cours de son engagement, l'Opérateur a la faculté d'augmenter son niveau d'engagement sur la Zone de cofinancement.

En revanche, l'Opérateur n'a pas la faculté de réduire son niveau d'engagement sur la Zone de cofinancement.

Les conditions tarifaires d'augmentation du niveau d'engagement de l'Opérateur sont précisées à l'article Article V.3.

e) Atteinte du niveau d'engagement de l'Opérateur

Lorsque l'Opérateur utilise le nombre maximal de Ligne FTTH qui peuvent lui être affectées en cofinancement en application de son niveau d'engagement dont le mécanisme est décrit au c), l'Opérateur n'a pas la faculté de bénéficier de l'utilisation de Lignes FTTH supplémentaires dans le cadre et aux conditions du cofinancement.

Dans ce cas, l'Opérateur peut :

- soit souscrire à l'offre d'accès à la Ligne FTTH ;
- soit augmenter son taux de cofinancement sur la Zone de cofinancement.

f) Souscription depuis l'offre d'accès à la Ligne FTTH

L'Opérateur peut transférer des Lignes FTTH initialement affectées au titre de l'offre d'accès à la Ligne FTTH vers l'offre de cofinancement.

g) Mise à disposition des câblages clients finals



Aussi longtemps que l'Opérateur ne dépasse pas le nombre maximal de Lignes FTTH qui peuvent lui être affectées en cofinancement en application de son niveau d'engagement dont le mécanisme est décrit au c), l'Opérateur peut demander que Guyacom procède à la mise à disposition des Câblages Clients Finaux dans les conditions de l'Article IX Raccordement Client Final et selon les modalités opérationnelles et tarifaires spécifiques au cofinancement.

h) Non-respect de l'engagement de l'Opérateur

En cas d'inexécution de l'engagement de cofinancement de l'Opérateur avant l'échéance de son engagement, Guyacom pourra résilier tout ou partie du Contrat dans les conditions de l'Article XXIV Résiliation.

i) Formalisme de l'engagement de l'Opérateur

L'engagement de cofinancement n'est valablement souscrit que par l'Opérateur, aucun mandat ou délégation n'étant accepté.

Tout engagement de cofinancement et toute modification du taux de cofinancement ne pourront être pris en compte qu'à la condition expresse que l'Opérateur ait préalablement et formellement signé la dernière version des Conditions Générales envoyée par Guyacom.

L'engagement de cofinancement vaut commande ferme d'accès à l'intégralité des PM de la Zone de cofinancement.

Suite à un engagement de cofinancement, l'Opérateur est informé du déploiement des Infrastructures de réseau FTTH par l'envoi d'avis de mise à disposition d'accès au PM et d'avis de mise à disposition de Câblage de sites.

L'engagement de cofinancement de l'Opérateur et son exécution sont traités selon les délais et processus prévus au Conditions Spécifiques.

Article V.2 Droits de l'Opérateur et de Guyacom

a) Généralités

Lorsque l'Opérateur s'engage au titre du cofinancement, Guyacom cède temporairement à l'Opérateur, pour une durée déterminée, un Droit Réel Temporaire de la propriété de chacune des fibres rattachées à un même Point de Mutualisation, dans la limite d'une fibre par Logement Raccordable. L'utilisation de cette fibre est partagée entre les Opérateurs Commerciaux.

Le Droit Réel Temporaire consiste en un droit réel de jouissance spécifique dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Le droit d'usage de chacune des fibres objet du démembrement est scindé en deux parties distinctes :
 - Le droit réel de jouissance spécifique donne un droit permanent, définitif et irrévocable d'usage passif de chacune des fibres objet du démembrement ; ce droit est partagé avec l'ensemble des opérateurs ayant participé au cofinancement des fibres objet du démembrement ; ce droit d'usage passif est assorti d'une faculté de transfert vers l'usage actif de chacune des fibres objet du démembrement sous condition de fournir, directement ou indirectement, des services de communications électroniques à très haut débit à un Client Final ;



- Le droit réel de jouissance spécifique donne un droit temporaire et exclusif d'usage actif des fibres objet du démembrement qui permet à l'Opérateur l'exploitation, directe ou indirecte, de la fibre pendant toute la période de fourniture de services de communications électroniques à très haut débit à un Client Final ; il est mis fin à l'usage actif lorsqu'un opérateur ayant participé au cofinancement, qui n'est pas l'Opérateur, demande à bénéficier de l'usage actif en vue de fournir, directement ou indirectement, des services de communications électroniques à un Client Final ou lorsque l'Opérateur restitue la Ligne FTTH ou lorsqu'un Opérateur Commercial demande une mise à disposition au titre de l'offre d'accès à la Ligne FTTH ; conformément à l'article Article V.1c), le bénéfice de l'usage actif des fibres est strictement proportionné au niveau d'engagement de l'Opérateur sur l'Infrastructure de Réseau FTTH sur la Zone de cofinancement ; l'Opérateur ne peut donc demander à bénéficier de l'usage actif des fibres qu'à concurrence de son droit d'utilisation des Lignes FTTH calculé en application de son niveau d'engagement dont le mécanisme est décrit au Article V.1c).
- Le droit réel de jouissance spécifique donne le droit à l'Opérateur de retirer les fruits de l'exploitation de chacune des fibres objet du démembrement ; ce droit aux fruits est directement lié à l'exercice du droit d'usage actif des fibres objet du démembrement ; ce droit suit donc les changements de titulaire du droit d'usage actif afin d'être systématiquement affecté au bénéfice du titulaire de l'usage actif ;
- La nue-propiété de chacune des fibres objet du démembrement appartient en tout état de cause à Guyacom.

Sont expressément exclus de la cession du Droit Réel Temporaire tous les éléments non individualisables des Infrastructures de réseau FTTH en dehors de la fibre objet du Droit Réel Temporaire dont Guyacom garde la pleine propriété et pour lesquels l'Opérateur bénéficie d'un droit d'usage d'une durée équivalente à celle de la cession du Droit Réel Temporaire sur chacune des fibres, en tant qu'accessoire indispensable de son Droit Réel Temporaire.

La cession du Droit Réel Temporaire est réalisée :

- Du PM au PBO lors de la Mise à disposition du Câblage de sites ;
- Du PBO au PTO au plus tôt des deux dates suivantes : lors de la Mise à disposition de la Ligne FTTH ou au jour de la fourniture du récapitulatif Câblages Client Final.

Le terme initial de la cession du Droit Réel Temporaire portant sur l'Infrastructure de réseau FTTH de la Zone de cofinancement est uniforme et ce quelle que soit la date d'engagement de l'Opérateur ou la date d'installation de la partie de l'Infrastructure de Réseau FTTH considérée.

Pour l'Infrastructure de réseau FTTH de la Zone de cofinancement, la cession du Droit Réel Temporaire, toutes opérations de cession confondues (Câblage de sites, Câblage Client Final, éventuels cas de remplacement de tout ou partie de l'Infrastructure de réseau FTTH), intervient pour une durée ferme fixée à 20 ans à compter de la Date d'Installation du PM.

Au terme de cette durée, Guyacom pourra accorder à l'Opérateur une prolongation de son Droit Réel Temporaire pour une durée qui sera objectivement déterminée au regard de la durée de vie technique résiduelle de l'Infrastructure de réseau FTTH dans son ensemble.



L'éventuelle prolongation ci-dessus du Droit Réel Temporaire de l'Opérateur fera l'objet d'une tarification déterminée à cette date de prolongation. A cet effet, les Parties conviennent de se réunir un an avant le terme des Droits Réels Temporaires afin d'examiner les modalités d'une telle prolongation.

Si Guyacom est contraint de procéder au démontage de tout ou partie de l'Infrastructure de Réseau FTTH, l'ensemble des Opérateurs Commerciaux supporteront les charges de l'opération selon les modalités de partage définies au e).

Le bénéfice de la cession du Droit Réel Temporaire donne lieu au versement par l'Opérateur à Guyacom de l'ensemble des composantes du prix détaillées à l'article Article V.3 et visé à l'annexe 1 des Conditions Générales.

Le prix payé par l'Opérateur est ferme et définitif et ne peut donner lieu à restitution.

b) Droits et obligations de l'Opérateur

L'Opérateur est autorisé à mettre à disposition la fibre sur laquelle il détient un Droit Réel Temporaire.

Par dérogation à l'Article XXIII Cession, l'Opérateur a la faculté de céder son Droit Réel Temporaire à condition d'en informer préalablement Guyacom. La cession de son Droit Réel Temporaire devra porter sur l'intégralité de la Zone de cofinancement.

L'Opérateur est tenu :

- D'utiliser les Infrastructures de réseau FTTH mises à sa disposition en conformité avec le Contrat ;
- De contracter une assurance pour perte ou destruction de ses équipements dans les conditions décrites à l'article Article XXI Assurances ;
- De maintenir la destination des Infrastructures de réseau FTTH dans le respect notamment de l'objet du Contrat (toutes les conventions éventuellement conclues par l'Opérateur avec des opérateurs FTTH en vue de la mise à disposition des Infrastructures de réseau FTTH, notamment, doivent strictement respecter ce principe, Guyacom se réservant le droit d'exercer ses prérogatives de nu-propriétaire afin de faire respecter cette obligation le cas échéant) ;
- De réaliser toutes les mesures conservatoires et urgentes qui pourraient s'avérer nécessaires ;
- De restituer les Infrastructures de Réseau FTTH au terme de son Droit Réel Temporaire.

L'Opérateur supportera la charge financière, les responsabilités et les risques associés de tout équipement ou appareil installé en amont du Point de Mutualisation ou dans le Point de Mutualisation et en aval du Point de Terminaison Optique, que ceux-ci aient été installés par l'Opérateur ou l'un de ses Prestataires.

L'Opérateur s'assure du respect de l'ensemble de ces engagements par tout opérateur éventuel auquel il a mis la fibre à disposition.

c) Droits et obligations de Guyacom

En contrepartie du Droit Réel Temporaire conféré à l'Opérateur, Guyacom perçoit le montant visé en annexe 1 des Conditions Générales.



En sa qualité de nu-propriétaire, Guyacom conserve le droit de disposer, à titre gratuit ou onéreux, des Infrastructures de réseau FTTH sur lesquelles l'Opérateur est titulaire d'un Droit Réel Temporaire.

Dans ce cas, l'Opérateur est informé par Guyacom de l'identité du nouveau propriétaire au plus tard au moment de la cession du droit de nue-propriété par Guyacom.

L'Opérateur est informé que Guyacom conserve le pouvoir de sanctionner par tout moyen tout abus de jouissance des Infrastructures de Réseau FTTH par l'Opérateur.

Guyacom s'engage à permettre la pleine jouissance par l'Opérateur de son droit et à faire ses meilleurs efforts pour assurer la conservation des Infrastructures de Réseau FTTH et l'ensemble des moyens associés à son fonctionnement.

d) Garanties

L'Opérateur est informé et reconnaît que les Infrastructures de Réseau FTTH peuvent emprunter des parcours de génie civil aérien et/ou souterrain dont l'autorisation d'implantation sur le domaine public peut être révoquée à tout moment par le gestionnaire de voirie, nécessitant ainsi l'utilisation d'un nouveau parcours et le déploiement de nouvelles Infrastructures de réseau FTTH. Pour ces raisons et dans ce cas, Guyacom fera ses meilleurs efforts pour maintenir la pérennité du Droit Réel Temporaire qu'elle accorde sur la partie des Infrastructures de Réseau FTTH empruntant de tels parcours, mais ne peut en apporter la garantie. Les conditions de leur remplacement éventuel sont précisées à l'article Article V.2.

e) Remplacement et dépose des Infrastructures de réseau FTTH

Guyacom pourra être amenée à remplacer tout ou partie des Infrastructures de réseau FTTH en cas, notamment :

- De destruction partielle ou totale causée par un événement extérieur (à titre d'exemple un incendie, une inondation,...)
- De nécessité de mise en conformité intégrale des Infrastructures de Réseau FTTH avec de nouvelles normes en vigueur,
- De dévoiement ou,
- D'obsolescence intégrale des Infrastructures de Réseau FTTH.

La partie de l'Infrastructure de réseau FTTH remplacée intègre le périmètre du Droit Réel Temporaire de l'Opérateur sur la Zone de cofinancement.

L'Opérateur est informé par Guyacom dans le respect d'un délai raisonnable du remplacement ou de la dépose des Infrastructures de réseau FTTH concernées et, le cas échéant, de l'extinction du Droit Réel Temporaire et de l'événement qui en est la cause. Sous réserve de l'applicabilité des stipulations de l'Article XX Responsabilité des présentes Conditions Générales, aucune indemnité de quelque nature que ce soit ne sera due de part et d'autre dans l'hypothèse de la survenance des événements ci-dessus décrits.

Lorsque Guyacom décide de procéder au remplacement, il précise le montant des travaux nécessaires pour remplacer les Infrastructures de réseau FTTH en tenant compte :

- Des montants perçus par Guyacom au titre des assurances ;



- Des montants éventuellement dus par Guyacom lorsque celui-ci est l'auteur du dommage ;
- Des montants éventuellement perçus au titre de l'engagement de responsabilité d'un Opérateur Commercial, y compris l'Opérateur, ou de tout tiers responsable des dommages ;
- De la part imputable à l'Opérateur au regard de son niveau d'engagement de cofinancement.

L'Opérateur dispose d'un mois à compter de la notification pour faire part à Orange de son refus d'agréer le devis présenté et de résilier son engagement selon les termes de l'article Article XXIV.1. En cas de résiliation de l'engagement à cofinancer, l'Opérateur n'est pas redevable des frais de renouvellement des Infrastructures de Réseau FTTH.

L'Opérateur est engagé, après acceptation du montant des travaux qui lui est proposé, à régler le montant des travaux dont la part lui revient au regard de son niveau d'engagement de cofinancement dès notification de réalisation des travaux qui lui sera communiquée par Guyacom.

Article V.3 Tarifs

a) Principes tarifaires

Le prix du cofinancement sur la Zone de cofinancement est composé :

- d'un prix forfaitaire applicable au nombre de Logements Couverts sur la Zone de cofinancement. Ce prix est dû à compter de l'avis de mise à disposition de l'accès au PM à l'Opérateur. Il est déterminé en fonction :
 - Du taux de cofinancement souscrit par l'Opérateur sur la Zone de cofinancement
 - De la date d'engagement de l'Opérateur :
 - Pour les PM installés avant la Date Limite :
 - si la date d'engagement de l'Opérateur est antérieure à la Date Limite, le tarif applicable est le tarif de cofinancement ab initio ;
 - si la date d'engagement de l'Opérateur est postérieure à la Date Limite, le tarif applicable est le tarif de cofinancement ex post déterminé comme suit : il correspond au tarif de cofinancement ab initio auquel est appliqué un coefficient ex post qui est fonction du nombre de mois calendaires écoulés en tout ou partie et compté en mois entiers, entre la Date Limite et la réception de l'engagement de cofinancement de l'Opérateur ;
 - Pour les PM installés après la Date Limite :
 - si la date d'engagement de l'Opérateur est antérieure à la date d'installation du PM, le tarif applicable est le tarif de cofinancement ab initio ;
 - si la date d'engagement de l'Opérateur est postérieure à la date d'installation du PM, le tarif applicable est le tarif de cofinancement ex post déterminé comme suit : il correspond au tarif de cofinancement ab initio auquel est appliqué un coefficient ex post qui est fonction du nombre de mois calendaires écoulés en tout ou partie et compté en mois entiers, entre l'installation du PM auquel est rattaché le Logement Programmé et la réception de l'engagement de cofinancement de l'Opérateur.



- d'un prix forfaitaire applicable au nombre de Logements Raccordables sur la Zone de cofinancement. Ce prix est dû à compter de l'avis de mise à disposition du Câblage de sites à l'Opérateur. Il est déterminé en fonction :
 - Du taux de cofinancement souscrit par l'Opérateur sur la Zone de cofinancement
 - De la date d'engagement de l'Opérateur :
 - Pour les Câblages de sites installés avant la Date Limite :
 - si la date d'engagement de l'Opérateur est antérieure à la Date Limite, le tarif applicable est le tarif de cofinancement ab initio ;
 - si la date d'engagement de l'Opérateur est postérieure à la Date Limite, le tarif applicable est le tarif de cofinancement ex post déterminé comme suit : il correspond au tarif de cofinancement ab initio auquel est appliqué un coefficient ex post qui est fonction du nombre de mois calendaires écoulés en tout ou partie et compté en mois entiers, entre la Date Limite et la réception de l'engagement de cofinancement de l'Opérateur ;
 - Pour les Câblages de sites installés après la Date Limite :
 - si la date d'engagement de l'Opérateur est antérieure à la date d'installation du Câblages de sites, le tarif applicable est le tarif de cofinancement ab initio ;
 - si la date d'engagement de l'Opérateur est postérieure à la date d'installation du Câblages de sites, le tarif applicable est le tarif de cofinancement ex post déterminé comme suit : il correspond au tarif de cofinancement ab initio auquel est appliqué un coefficient ex post qui est fonction du nombre de mois calendaires écoulés en tout ou partie et compté en mois entiers, entre l'installation du Câblages de sites auquel est rattaché le Logement Raccordable et la réception de l'engagement de cofinancement de l'Opérateur.
- d'un prix mensuel applicable aux nombres de Lignes FTTH de la Zone de cofinancement affectées à l'Opérateur. Ce prix est dû à compter de l'usage actif de chaque Ligne FTTH, matérialisé par un avis de mise à disposition et jusqu'à la fin de l'usage actif de la Ligne FTTH par l'Opérateur, tel que décrit à l'article Article V.2. Il est déterminé en fonction du taux de cofinancement souscrit par l'Opérateur sur la Zone de cofinancement.

En cas de cofinancement ex post, une contribution aux Droits de suite de cofinancement ex post est due par l'Opérateur. La contribution aux Droits de suite sur la Zone de cofinancement est composée :

- d'un prix forfaitaire applicable au nombre de Logements Couverts sur la Zone de cofinancement. Ce prix est dû à compter de l'avis de mise à disposition de l'accès au PM à l'Opérateur. Il est déterminé en fonction :
 - Du taux de cofinancement souscrit par l'Opérateur sur la Zone de cofinancement
 - De la date d'engagement de l'Opérateur :
 - Pour les PM installés avant la Date Limite :
 - si la date d'engagement de l'Opérateur est antérieure à la Date Limite, aucune contribution aux Droits de suite n'est due ;



- si la date d'engagement de l'Opérateur est postérieure à la Date Limite, la contribution aux Droits de suite applicable est déterminé comme suit : elle correspond au tarif de cofinancement ab initio auquel est appliqué un coefficient de contribution aux Droits de Suite tel que défini à l'annexe 1.
- Pour les PM installés après la Date Limite :
 - si la date d'engagement de l'Opérateur est antérieure à la date d'installation du PM, aucune contribution aux Droits de suite n'est due ;
 - si la date d'engagement de l'Opérateur est postérieure à la date d'installation du PM, la contribution aux Droits de suite applicable est déterminé comme suit : elle correspond au tarif de cofinancement ab initio auquel est appliqué un coefficient de contribution aux Droits de Suite tel que défini à l'annexe 1.
- d'un prix forfaitaire applicable au nombre de Logements Raccordables sur la Zone de cofinancement. Ce prix est dû à compter de l'avis de mise à disposition du Câblage de sites à l'Opérateur. Il est déterminé en fonction :
 - Du taux de cofinancement souscrit par l'Opérateur sur la Zone de cofinancement
 - De la date d'engagement de l'Opérateur :
 - Pour les Câblages de sites installés avant la Date Limite :
 - si la date d'engagement de l'Opérateur est antérieure à la Date Limite, aucune contribution aux Droits de suite n'est due ;
 - si la date d'engagement de l'Opérateur est postérieure à la Date Limite, la contribution aux Droits de suite applicable est déterminé comme suit : elle correspond au tarif de cofinancement ab initio auquel est appliqué un coefficient de contribution aux Droits de Suite tel que défini à l'annexe 1.
 - Pour les Câblages de sites installés après la Date Limite :
 - si la date d'engagement de l'Opérateur est antérieure à la date d'installation du Câblages de sites, aucune contribution aux Droits de suite n'est due ;
 - si la date d'engagement de l'Opérateur est postérieure à la date d'installation du Câblages de sites, la contribution aux Droits de suite applicable est déterminée comme suit : elle correspond au tarif de cofinancement ab initio auquel est appliqué un coefficient de contribution aux Droits de Suite tel que défini à l'annexe 1.

Pendant toute la durée de l'engagement de cofinancement, l'Opérateur aura la possibilité d'augmenter son niveau d'engagement par la souscription de tranches supplémentaires.

En cas d'augmentation du niveau d'engagement par l'Opérateur, un prix d'augmentation du niveau d'engagement est dû par l'Opérateur. Ce prix est composé d'un prix forfaitaire applicable au nombre total de Logements Couverts et d'un prix forfaitaire applicable au nombre de Logements Raccordables mis à disposition de l'Opérateur sur la Zone de cofinancement à la date de réception de l'augmentation du niveau d'engagement de l'Opérateur. Ces prix sont déterminés en fonction :

- de l'ancien et du nouveau taux de cofinancement souscrit par l'Opérateur sur la Zone de



Cofinancement

- d'un coefficient ex post qui est fonction :
 - Pour les PM installés avant la Date Limite :
 - du nombre de mois calendaires écoulés en tout ou partie et compté en mois entiers entre la Date Limite et la réception de la commande du nouveau taux de cofinancement pour les Logements Couverts ;
 - Pour les PM installés après la Date Limite :
 - du nombre de mois calendaires écoulés en tout ou partie et compté en mois entiers entre la date d'installation du PM et la réception de la commande du nouveau taux de cofinancement pour les Logements Couverts ;
 - Pour les Câblages de sites installés avant la Date Limite :
 - du nombre de mois calendaires écoulés en tout ou partie et compté en mois entiers entre la Date Limite et la réception de la commande du nouveau taux de cofinancement pour les Logements Raccordables ;
 - Pour les Câblages de sites installés après la Date Limite :
 - du nombre de mois calendaires écoulés en tout ou partie et compté en mois entiers entre la date d'installation du PBO et la réception de la commande du nouveau taux de cofinancement pour les Logements Raccordables.

En cas d'augmentation du niveau d'engagement par l'Opérateur, une contribution aux Droits de suite d'augmentation du niveau d'engagement est due par l'Opérateur. Cette contribution est composée d'un prix forfaitaire applicable au nombre total de Logements Couverts et d'un prix forfaitaire applicable au nombre de Logements Raccordables mis à disposition de l'Opérateur sur la Zone de cofinancement à la date de réception de l'augmentation du niveau d'engagement de l'Opérateur. Ces prix sont déterminés en fonction :

- de l'ancien et du nouveau taux de cofinancement souscrit par l'Opérateur sur la Zone de Cofinancement
- d'un coefficient de Contribution aux Droits de suite tel que défini dans l'annexe 1.

A chaque commande de mise à disposition d'une ligne FTTH, de transfert de Ligne FTTH d'une offre vers une autre ou de résiliation de Ligne FTTH par l'Opérateur, des frais de gestion de ligne d'un montant fixe sont dus par l'Opérateur.

A chaque commande de mise à disposition d'une ligne FTTH, des frais de mise en service de Ligne FTTH sont dus par l'Opérateur à compter de la mise à disposition de la Ligne FTTH. Ils sont déterminés en fonction :

- De la présence ou non d'un Câblage Client Final chez le Client Final au moment de la commande et, le cas échéant, du temps écoulé entre la réception de la commande de raccordement Client Final et la date d'installation du Câblage Client Final.
- De la catégorie tarifaire du Câblage Client Final selon les modalités décrites dans les Conditions Spécifiques.

Lorsque l'Opérateur est le dernier Opérateur Commercial à qui une Ligne FTTH a été affectée et que cette Ligne FTTH est utilisée par un nouvel Opérateur Commercial, Guyacom restitue à l'Opérateur une partie des frais de mise en service initialement payés par l'Opérateur. Cette restitution a lieu à compter de la mise à disposition de la Ligne FTTH à l'Opérateur Commercial preneur. Elle est déterminée en fonction :



- Du temps écoulé entre la réception de la commande de l'Opérateur Commercial preneur et la date d'installation du Câblage Client Final ;
- De la catégorie tarifaire du Câblage Client Final selon les modalités décrites dans les Conditions Spécifiques.

Les prix figurent à l'annexe 1 des Présentes.

b) Évolution tarifaire

Si les coûts évoluent à la hausse, les prix forfaitaires du cofinancement ab initio applicables au nombre de Logements Couverts et au nombre de Logements Raccordables et le plafond de réévaluation du prix mensuel applicable au nombre de Lignes FTTH de la Zone de Cofinancement affectées à l'Opérateur peuvent être réévalués annuellement dans la limite de 75 % de la dernière variation annuelle de l'indice des salaires mensuels de base par activité - Télécommunications - NAF rév. 2 - Niveau A38 - Poste JB - Base 100 4^{ème} trim 2008, ou tout indice de substitution mis en place par l'INSEE, sans faculté pour l'Opérateur de mettre un terme à son engagement de cofinancement selon les termes de l'article Article XXIV.7.

Dans le cas d'une évolution exceptionnelle des coûts, Guyacom pourra procéder à une augmentation des tarifs de cofinancement au-delà de la variation tarifaire résultant de l'application de l'alinéa précédent. L'Opérateur disposera alors de la possibilité de résilier son engagement selon les termes de l'article Article XXIV.7.

En cas d'évolution des coûts à la baisse, Guyacom pourra répercuter tout ou partie des baisses de coûts constatées sur les tarifs.

Toute évolution à la hausse ou à la baisse des tarifs forfaitaires du cofinancement ab initio se traduit par la création de nouveaux tarifs applicables aux Logements Couverts et/ou aux Logements Raccordables pour lesquels la date d'installation du PM ou du Câblage de Site intervient à compter de la date précisée dans l'annexe prix, dans le respect des délais de prévenance visé à l'Article XIV Facturation.

Les tarifs forfaitaires du cofinancement ab initio en vigueur pour des dates d'installation du PM ou du Câblage de Site antérieures à cette date continuent à s'appliquer que ce soit pour le calcul du prix d'un cofinancement ab initio jusqu'à la date d'entrée en vigueur des nouveaux prix ou dans le cas d'un cofinancement ex post.

Le prix mensuel applicable au nombre de Lignes FTTH de la Zone de cofinancement affectées à l'Opérateur peut être réévalué annuellement dans la limite d'un plafond. Ce plafond figure à l'annexe 1 des Présentes.

Le délai de prévenance de toute modification de tarif ou de plafond tarifaire est indiqué à l'Article XIV Modification.

c) Droits de suite

Guyacom sera amené à mettre en œuvre le mécanisme des Droits de suite décrits au présent article au bénéfice des opérateurs participants au cofinancement dans les conditions de l'article Article V.1.

Les Droits de suite sont versés par Guyacom et perçus par l'Opérateur.



Guyacom n'assume pas le rôle de commissionnaire ducroire dans l'administration des Droits de suite.

Les montants des Droits de suite sont décrits en annexe 1. Ils sont établis pour chaque Zone de cofinancement en fonction :

- des contributions aux Droits de suite perçues par Guyacom au titre de l'article Article V.3
- des taux de cofinancements souscrits par l'Opérateur
- des taux de cofinancement souscrits par tous les Opérateurs Commerciaux
- du coefficient d'actualisation des taux de cofinancement

La faculté de bénéficier des Droits de suite est ouverte à compter de la date de réception de l'engagement de l'Opérateur et court jusqu'au terme normal ou anticipé de l'engagement. Sa mise en œuvre obéit aux conditions décrites au présent article.

Des Droits de suite liés au cofinancement ex post souscrit par un Opérateur Commercial sont dus par Guyacom à l'Opérateur, pour les PM et Câblages de sites installés antérieurement à la date de réception de l'engagement de cofinancement de cet Opérateur Commercial :

- lorsque l'Opérateur a participé au cofinancement ab initio de ces Infrastructures de réseau FTTH sur la Zone de cofinancement.
- lorsque l'Opérateur a participé au cofinancement ex post de ces Infrastructures de réseau FTTH sur la Zone de cofinancement, avant l'engagement de l'Opérateur Commercial.

Ces Droits de suite sont dus par Guyacom à compter de la mise à disposition effective des PM et des Câblages de sites à un nouvel Opérateur Commercial dans le cadre du cofinancement ex post.

Des Droits de suite liés à l'augmentation du niveau d'engagement souscrit par un Opérateur Commercial sont dus par Guyacom à l'Opérateur, pour les PM et Câblages de sites installés antérieurement à la date de réception de l'augmentation du niveau d'engagement de cet Opérateur Commercial :

- lorsque l'Opérateur a participé au cofinancement ab initio de ces Infrastructures de réseau FTTH sur la Zone de cofinancement
- lorsque l'Opérateur a participé au cofinancement ex post de ces Infrastructures de réseau FTTH sur la Zone de cofinancement, avant l'engagement de l'Opérateur Commercial.

Ces Droits de suite sont dus par Guyacom à compter de la mise à disposition effective du nouveau taux de cofinancement à un nouvel Opérateur Commercial.

Le versement des Droits de suite fait suite au paiement par l'Opérateur Commercial de la contribution aux Droits de suite. Le versement des Droits de suite par Guyacom à l'Opérateur est réalisé dans les 30 jours de l'envoi par Guyacom des informations relatives à l'établissement des Droits de suite revenant à l'Opérateur tel que précisées dans les Conditions Spécifiques.

Guyacom s'engage à reverser à l'Opérateur les montants dont il aurait reçu des paiements partiels au prorata des Droits de suite qui reviennent à l'Opérateur. Guyacom se réserve le droit de différer le versement de la part des Droits de suite pour lesquels il n'a pas été en mesure d'obtenir le paiement de la totalité des montants dus par l'Opérateur Commercial concerné au titre de l'offre de cofinancement ex post. Guyacom informe l'Opérateur de la suspension et de la reprise éventuelle des versements. A cette fin, Guyacom remettra sur demande de l'opérateur tout document ou pièce comptable justifiant de la non-perception de la contribution aux Droits de suite



auprès de l'Opérateur ainsi que tout élément attestant les actions entreprises par Guyacom en vue du recouvrement de la contribution au Droits de suite.

L'obligation de Guyacom au titre du présent article est strictement conditionnée par l'encaissement effectif de la contribution aux Droits de suite objet du versement. Guyacom fera ses meilleurs efforts pour recouvrer les montants non perçus.

Article VI Accès à la ligne FTTH

Article VI.1 Description de la prestation d'accès à la Ligne FTTH

L'offre d'accès à la Ligne FTTH consiste à mettre à disposition de l'Opérateur des Lignes FTTH afin de permettre à des Clients Finals de disposer de services de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sans aucun engagement de durée ou de volume de la part de l'Opérateur.

L'offre d'accès à la Ligne FTTH peut être utilisée de manière indépendante ou en complément de l'offre de cofinancement.

Afin de bénéficier de l'offre d'accès à la Ligne FTTH, l'Opérateur doit disposer d'un accès au PM sur lequel est rattachée la Ligne FTTH qu'il souhaite utiliser. Les conditions d'accès au PM sont traitées à l'Article VII Accès au PM des présentes Conditions Générales.

Le raccordement du Client Final est traité à l'Article IX Raccordement Client Final des présentes Conditions Générales.

Article VI.2 Droit

a) Généralités

L'Opérateur bénéficie d'un droit de jouissance sur une Ligne FTTH installée par Guyacom dans la limite d'une fibre par Logement Raccordable.

Ce droit de jouissance est conféré pour une durée indéterminée dans la limite des cas de résiliation suivante :

- Du terme, normal ou anticipé, de la Convention au titre de laquelle le Câblage de sites a été installé dans chaque Immeuble FTTH ;
- Du terme, normal ou anticipé, de l'accord au titre duquel un Câblage de sites a été installé dans un Pavillon FTTH.
- Du terme, normal ou anticipé, de l'accord au titre duquel le Câblage Client Final a été installé.

L'Opérateur est informé que la mise à disposition de la Ligne FTTH n'est pas exclusive afin de permettre à Guyacom de conserver la possibilité de mettre à disposition la Ligne FTTH à un autre Opérateur Commercial ou de l'utiliser pour ses propres besoins en vue de desservir un Client Final.

La mise à disposition de la Ligne FTTH est conférée à l'Opérateur jusqu'à :



- L'exercice par tout Opérateur Commercial cofinanceur directement ou indirectement, une ou plusieurs fois, de l'usage actif du Droit Réel Temporaire décrit à l'article Article V.2 des Conditions Générales ou
- Une demande de mise à disposition au titre de l'offre d'accès à la Ligne FTTH ou
- Une résiliation de la Ligne FTTH par l'Opérateur.

b) Droits et obligations de l'Opérateur

L'Opérateur est autorisé à mettre à disposition d'un Opérateur Commercial la Ligne FTTH sur laquelle il détient un droit de jouissance conféré par Guyacom. Cette mise à disposition est permise uniquement au profit d'un Opérateur Commercial en vue de fournir directement ou indirectement une offre de détail de communications électroniques à destination d'un Client Final. L'Opérateur est seul responsable vis-à-vis de l'Opérateur Commercial des obligations qu'il promet au titre du contrat qu'il conclut avec lui. L'Opérateur répond des pertes et dégradations qui arrivent pendant sa jouissance sur la Ligne FTTH qui lui est mise à disposition, aussi bien de son fait que du fait des tiers auprès desquels il a lui-même conclu un contrat de mise à disposition de la Ligne FTTH.

En tout état de cause, l'Opérateur s'engage :

- A user de la Ligne FTTH mise à sa disposition conformément aux conditions du Contrat notamment, de manière à ne pas interrompre ou gêner l'utilisation des Lignes FTTH, ni porter atteinte à la confidentialité ou l'intimité de toute communication acheminée par ces Lignes FTTH ou provoquer des perturbations, ou dommages pour les employés, les Prestataires et Clients Finaux des Opérateurs Commerciaux ;
- A en respecter la destination ;
- A exploiter la Ligne FTTH dans le respect des procédures décrites aux Conditions Spécifiques et dans le respect des annexes 9 à 12 du présent contrat ;
- A contracter une assurance pour perte ou destruction de la Ligne FTTH dans les conditions décrites à l'Article XXI des Conditions Générales.

L'Opérateur supportera la charge financière, les responsabilités et les risques associés de tout équipement ou appareil installé en amont du Point de Mutualisation ou dans le Point de Mutualisation et en aval du Point de Terminaison Optique, que ceux-ci aient été installés par l'Opérateur ou l'un de ses Prestataires.

L'Opérateur s'assure du respect de l'ensemble de ces engagements par tout opérateur éventuel auquel il a mis la fibre à disposition.

Au terme du droit de jouissance, quelle qu'en soit la cause, l'Opérateur s'engage à restituer la Ligne FTTH en bon état d'usage et de fonctionnement sous réserve du vieillissement normal de la ligne FTTH et des éléments non individualisables des Infrastructures de Réseau FTTH.

L'Opérateur est seul responsable, vis-à-vis de Guyacom, du paiement des sommes dues au titre de la mise à disposition de la Ligne FTTH.

c) Droits et obligations de Guyacom



En contrepartie du droit conféré à l'Opérateur, Guyacom perçoit le prix de la mise à disposition visé en annexe 1 dans les conditions décrites au Contrat.

Guyacom est tenu de :

- Délivrer la Ligne FTTH à l'Opérateur selon les modalités, notamment de délai et de formes, décrites aux Conditions Spécifiques ;
- Délivrer la Ligne FTTH à l'Opérateur en bon état d'usage et de fonctionnement ;
- Respecter le droit de jouissance confié à l'Opérateur ;
- Assurer la maintenance dans les conditions de l'Article X des Conditions Générales.

Guyacom est débiteur de l'ensemble de ces obligations vis-à-vis du seul Opérateur (nonobstant toute mise à disposition par l'Opérateur de la Ligne FTTH auprès d'un Opérateur FTTH dont l'Opérateur reste entièrement responsable au titre de la relation bilatérale qu'il entretient avec ce dernier).

Guyacom pourra être amené à remplacer les infrastructures de réseau FTTH en cas, notamment de :

- Destruction partielle ou totale du Câblage FTTH causée par un événement extérieur (à titre d'exemple un incendie dans une cage d'escalier, inondation...)
- Nécessité de mise en conformité intégrale des Infrastructures de réseau FTTH avec de nouvelles normes en vigueur ;
- Dévoiement, ou ;
- Obsolescence intégrale des Infrastructures de réseau FTTH.

L'Opérateur est informé dans le respect d'un délai raisonnable du remplacement ou de la dépose des Infrastructures de réseau FTTH par Guyacom et, le cas échéant, du terme anticipé du droit de jouissance et de l'évènement qui en est la cause.

Sous réserve de l'applicabilité des stipulations de l'Article XX des Conditions Générales, aucune indemnité de quelque nature que ce soit ne sera due de part et d'autre dans l'hypothèse de la survenance des événements ci-dessus décrits et ce quelle que soit la décision de Guyacom qui en découlera.

Article VI.3 Tarifs

a) Principes tarifaires

L'abonnement d'une Ligne FTTH affectée à l'Opérateur est déterminé en fonction de la Zone de cofinancement.

L'abonnement d'une Ligne FTTH affectée à l'Opérateur est dû à compter de la mise à disposition de la Ligne FTTH et jusqu'à la fin de la mise à disposition telle que prévue à l'article Article VI.2.

A chaque commande de raccordement Client Final ou de résiliation de Ligne FTTH par l'Opérateur, des frais de gestion de ligne d'un montant fixe sont dus par l'Opérateur.

A chaque commande de raccordement Client Final, des frais de mise en service de Ligne FTTH sont dus par l'Opérateur à compter de la mise à disposition de la Ligne FTTH. Ils sont déterminés en fonction de :



- La présence ou non d'un Câblage Client Final chez le Client Final au moment de la commande et, le cas échéant, du temps écoulé entre la réception de la commande de raccordement Client Final et la date d'installation du Câblage Client Final ;
- La catégorie tarifaire du Câblage Client Final.

Lorsque l'Opérateur est le dernier Opérateur Commercial à qui une Ligne FTTH a été affectée et que cette Ligne FTTH est utilisée par un nouvel Opérateur Commercial, Guyacom restitue à l'Opérateur une partie des frais de mise en service initialement payés par l'Opérateur. Cette restitution a lieu à compter de la mise à disposition de la Ligne FTTH à l'Opérateur Commercial preneur. Elle est déterminée en fonction :

- Du temps écoulé entre la réception de la commande de l'Opérateur Commercial preneur et la date d'installation du Câblage Client Final ;
- De la catégorie tarifaire du Câblage Client Final.

Les prix figurent à l'annexe 1 des présentes.

b) Evolution tarifaire

L'abonnement des Lignes FTTH affectées à l'Opérateur peut être réévalué annuellement.

Le délai de prévenance de toute modification de tarif est indiqué à l'Article XIII.

Article VII Accès au PM

Article VII.1 Description

La mutualisation des Infrastructures de réseau FTTH au titre des offres de cofinancement et d'accès à la Ligne FTTH s'accompagne d'un accès au PM.

Dans un PM, Guyacom met à la disposition de l'Opérateur un ou plusieurs Emplacements permettant d'accueillir un Équipement actif ou un Équipement passif dans les conditions décrites aux Conditions Spécifiques et à l'annexe 12 du Contrat (STAS) ; L'Opérateur est responsable du respect des normes (bruit et électricité) et procède à ses frais à tous les contrôles nécessaires.

Article VII.2 Commande

a) Commande d'accès à tous les PM de la Zone de Cofinancement

L'engagement de cofinancement vaut commande d'accès à tous les PM de la Zone de cofinancement installés ou à installer pendant toute la durée de l'engagement de l'Opérateur sur la Zone de cofinancement.

Cette commande est aussi disponible avec l'offre d'accès à la Ligne FTTH aux mêmes conditions de durée et d'engagement que celles applicables à l'offre de cofinancement.

L'Opérateur a la faculté de commander un accès à tous les PM de la Zone de cofinancement, dès la publication de l'information d'intention de déploiement telle que décrite à l'Article IV. L'Opérateur précise dans sa commande s'il souhaite bénéficier d'Emplacements pour héberger des



Équipements passifs ou des Équipements actifs. Le souhait de l'Opérateur porte sur tous les PM de la Zone de Cofinancement.

Les accès au PM déjà livrés au titre d'une commande d'accès au PM antérieure sont exclus de la commande et ne font pas l'objet d'une nouvelle livraison ni d'une nouvelle facturation.

La date de réception de la commande de l'Opérateur sert à déterminer les modalités d'accès à l'ensemble des PM :

- Pour tous les Lots dont la Date de lancement de Lot est postérieure à la date de réception de la commande, Guyacom satisfait le souhait d'hébergement de l'Opérateur dans la limite des possibilités offertes par les STAS ;
- Pour tous les Lots dont la date de lancement de Lot est antérieure à la Date de réception de la commande de l'Opérateur, l'Opérateur est servi en fonction de la disponibilité restante sur ces Lots.

Si Guyacom n'est pas en mesure de satisfaire une demande d'hébergement d'Équipements actifs dans un PM, Guyacom proposera par défaut, sous réserve de disponibilité, un Emplacement pouvant héberger des Équipements Passifs.

Les commandes de l'Opérateur sont traitées selon les délais et processus précisés dans les Conditions spécifiques.

b) Commande d'accès au PM

Cette commande n'est utilisée que pour l'offre d'accès à la Ligne FTTH.

L'Opérateur a la faculté de commander un accès à un PM, dès la fin de consultation sur la partition du Lot en Zones arrière de PM telle que décrite à l'article Article IV.2.

Guyacom satisfait la commande de l'Opérateur en fonction de la disponibilité restante si la commande est reçue après la date de lancement de Lot à laquelle est rattaché le PM.

Les commandes de l'Opérateur sont traitées selon les délais et processus précisés dans les Conditions Spécifiques.

c) Commande d'extension d'accès au PM

L'Opérateur a la faculté de commander une extension d'accès à un PM afin de bénéficier d'un Emplacement supplémentaire, au titre de l'offre de cofinancement ou de l'offre d'accès à la Ligne FTTH.

La commande d'extension porte uniquement sur un PM qui a été mis à disposition de l'Opérateur au titre des articles a) et b).

Guyacom se réserve le droit de rejeter la commande si celle-ci n'est pas justifiée par les besoins réels et objectifs de l'Opérateur notamment sur la base du critère de nombre de Lignes FTTH affectées à l'Opérateur sur ce PM.

Guyacom alloue un Emplacement supplémentaire à l'Opérateur, sous réserve de disponibilité.

Les commandes de l'Opérateur sont traitées selon les délais et processus précisés dans les Conditions Spécifiques.



d) Mise à disposition de l'accès au PM

Guyacom envoie à l'Opérateur un avis de mise à disposition du PM lorsqu'un Emplacement est mis à disposition de l'Opérateur au sein d'un PM.

L'Opérateur peut alors installer dans l'Emplacement :

- Des Équipements passifs ;
- Des Équipements actifs si l'Opérateur dispose d'un accès au PM pour héberger des Équipements actifs ;
- Un câble en fibres optiques en provenance de son réseau FTTH ou un Raccordement distant le cas échéant.

L'Opérateur s'engage à respecter les Emplacements et ressources qui lui sont attribués par Guyacom et qui sont notifiés dans l'avis de mise à disposition du PM.

L'Emplacement mis à disposition de l'Opérateur est conforme aux Spécifications Techniques d'Accès au Service (cf annexe 12 - STAS).

Article VII.3 Résiliation dans le cadre de l'offre d'accès à la Ligne FTTH en cas de non utilisation du PM

En cas de pénurie d'Emplacements dans un PM, Guyacom pourra mettre un terme à tout ou partie de l'accès au PM de l'Opérateur dans le cadre de l'offre d'accès à la Ligne FTTH si l'Opérateur venait à ne plus disposer d'aucun droit sur les Lignes FTTH sur ce PM. Guyacom envoie à cet effet un courrier avec accusé de réception informant l'Opérateur de la perte de l'accès. L'Opérateur libère le ou les Emplacements résiliés selon les modalités de l'article Article XXIV.10.

Article VII.4 Tarifs

Le tarif d'accès au PM se compose de frais de mise en service et d'un abonnement mensuel dépendant :

- Du choix de l'Opérateur d'héberger des Équipements passifs ou des Équipements actifs,
- Du type de PM installé.

Article VIII Lien NRO-PM

Article VIII.1 Description de la prestation

Le Lien NRO-PM consiste à mettre à disposition de l'Opérateur une ou plusieurs fibres optiques passives entre un connecteur optique au PM et un connecteur optique au NRO en vue de collecter les flux de données des Lignes FTTH affectées à l'Opérateur aussi bien au titre de l'offre de cofinancement qu'au titre de l'offre d'accès à la Ligne FTTH vers les équipements de l'Opérateur.

L'Opérateur a la responsabilité des opérations de continuité optique entre les fibres du Lien NRO-PM et ses Équipements actifs ou ses Équipements passifs au PM.

Le NRO auquel est rattaché un PM est spécifié dans la consultation sur la partition du Lot en Zones arrière de PM ainsi que dans les Informations Zones Arrières de PM (Article IV.3).



Les dispositions de mise en œuvre sont décrites dans les Spécifications Techniques d'Accès au Service (STAS).

Article VIII.2 Commande

a) Commande de Lien NRO-PM

L'Opérateur a la faculté de commander un Lien NRO-PM sous réserve que :

- l'Opérateur ait préalablement commandé l'accès au PM dont dépend le Lien NRO-PM.
- Guyacom ait préalablement déclaré mis à disposition l'infrastructure au NRO, afin de pouvoir raccorder les fibres du Lien NRO-PM, dans les conditions de l'article 8.1 des Conditions Spécifiques.

Guyacom satisfait la commande de l'Opérateur en fonction de la disponibilité restante sur le Lien NRO-PM, dans la limite des possibilités offertes dans les STAS.

Les commandes de l'Opérateur sont traitées selon les modalités précisées dans les Conditions Spécifiques.

b) Mise à disposition du Lien NRO-PM

Guyacom envoie un avis de mise à disposition du Lien NRO-PM. Suite à réception de cet avis, l'Opérateur peut raccorder le Lien NRO-PM à ses Équipements actifs ou à ses Équipements passifs hébergés dans le PM. La mise à disposition d'un Lien NRO-PM est subordonnée à la mise à disposition préalable d'un accès au PM dont dépend le Lien NRO-PM.

Les modalités de mise à disposition du Lien NRO-PM sont décrites aux Conditions Spécifiques.

Article VIII.3 Droit

a) Généralités

Guyacom confère à l'Opérateur, pour une durée déterminée et à titre exclusif, un droit d'usage sur les fibres constituant le Lien NRO-PM.

Guyacom reste propriétaire du Lien NRO-PM.

Le droit d'usage d'un Lien NRO-PM court à compter de sa mise à disposition.

La cession du droit d'usage d'un Lien NRO-PM intervient pour une durée ferme fixée à 20 ans à compter la date d'installation du PM auquel il se rattache.

Au terme de cette durée et si l'ensemble des caractéristiques techniques des Liens NRO-PM à cette date, telles qu'auditées par Guyacom, le permet, Guyacom accordera à l'Opérateur une prolongation de son droit d'usage pour une durée qui sera objectivement déterminée au regard de la durée de vie technique résiduelle des Liens NRO-PM dans leur ensemble.

L'éventuelle prolongation ci-dessus du droit d'usage de l'Opérateur fera l'objet d'une tarification assise sur l'ensemble des coûts à venir et afférents aux Liens NRO-PM, notamment les coûts liés à leur exploitation, à leur maintenance et à leur mise à niveau éventuelle. A cet effet, les Parties conviennent de se réunir un an avant le terme du droit d'usage par Zone de cofinancement afin d'examiner les modalités d'une telle prolongation.



Si Guyacom est contrainte de procéder au démontage de tout ou partie des Liens NRO-PM, l'ensemble des Opérateurs Commerciaux, dont Guyacom, supporteront les charges de l'opération selon des modalités équitables de partage.

Le bénéfice du droit d'usage du Lien NRO-PM donne lieu au versement par l'Opérateur Guyacom du prix visé à l'annexe 1.

Le prix applicable est le prix en vigueur à la date de la mise à disposition du Lien NRO-PM.

Le prix payé par l'Opérateur est ferme et définitif et ne peut donner lieu à restitution.

b) Droits et obligations de l'Opérateur

L'Opérateur a la faculté de céder son droit d'usage du Lien NRO-PM à la condition d'en informer préalablement Guyacom et dans l'optique de desservir des Clients Finaux en services de communication électronique à très haut débit en fibre optique.

L'Opérateur est tenu :

- d'utiliser le Lien NRO-PM en conformité avec le Contrat ;
- de contracter une assurance pour perte ou destruction de ses équipements dans les conditions décrites à l'Article XXI;
- de maintenir la destination du Lien NRO-PM dans le respect notamment de l'objet du Contrat ;
- de restituer le Lien NRO-PM au terme de son droit d'usage.

c) Droits et obligations de Guyacom

En contrepartie du droit conféré à l'Opérateur, Guyacom perçoit le montant visé en annexe 1.

En sa qualité de propriétaire, Guyacom conserve le droit de disposer, à titre gratuit ou onéreux, du Lien NRO-PM.

Dans ce cas, l'Opérateur est informé par Guyacom de l'identité du nouveau propriétaire au plus tard au moment de la cession du droit de propriété par Guyacom.

Guyacom s'engage à permettre la pleine jouissance par l'Opérateur de son droit et à faire ses meilleurs efforts pour assurer la conservation des infrastructures.

d) Remplacement du Lien NRO-PM

Guyacom pourra être amenée à remplacer tout ou partie d'un Lien NRO-PM en cas, notamment :

- de destruction partielle ou totale causée par un événement extérieur (à titre d'exemple un incendie, une inondation...),
- de nécessité de mise en conformité intégrale du Lien NRO-PM avec de nouvelles normes en vigueur,
- de dévoiement ou d'obsolescence intégrale du Lien NRO-PM.

La partie du Lien NRO-PM remplacée donne lieu à la cession d'un droit d'usage dont le terme est strictement corrélé au terme du droit d'usage des Liens NRO-PM objets du remplacement.



L'Opérateur est informé par Guyacom dès qu'Guyacom décide du remplacement ou de la dépose du Lien NRO-PM concernés et, le cas échéant, du terme anticipé du droit d'usage et de l'évènement qui en est la cause.

Sous réserve de l'applicabilité des stipulations de l'Article XX des Conditions Générales, aucune indemnité de quelque nature que ce soit ne sera due de part et d'autre dans l'hypothèse de la survenance des évènements ci-dessus décrits.

Guyacom précise le montant des travaux nécessaires pour remplacer le Lien NRO-PM en tenant compte :

- des montants perçus par Guyacom et les Opérateurs Commerciaux cofinanceurs au titre des assurances pour le remplacement du Lien NRO-PM ;
- des montants éventuellement dus par Guyacom lorsque celui-ci est l'auteur du dommage ;
- des montants éventuellement perçus au titre de l'engagement de responsabilité d'un Opérateur Commercial, y compris l'Opérateur, ou de tout tiers responsable des dommages ;
- de la part imputable à l'Opérateur au regard du nombre de fibres optiques mises à disposition de l'Opérateur sur le Lien NRO-PM par rapport à l'ensemble des fibres souscrites par tous les Opérateurs Commerciaux.

L'Opérateur dispose de deux semaines à compter de la notification pour faire part Guyacom de son refus d'agréer le devis présenté et résilier son Lien NRO-PM selon les termes de l'article Article XXIV.3.

Lorsque Guyacom décide de procéder à la dépose, Guyacom précise le prix de la dépose du Lien NRO-PM en tenant compte :

- de la valeur nette comptable du Lien NRO-PM ;
- du montant des travaux nécessaires à la dépose ;
- des montants perçus par Guyacom et les Opérateurs Commerciaux cofinanceurs au titre des assurances pour la perte du Lien NRO-PM ;
- des montants éventuellement dus par Guyacom lorsque celui-ci est l'auteur du dommage ;
- des montants éventuellement perçus au titre de l'engagement de responsabilité d'un Opérateur Commercial, y compris l'Opérateur, ou de tout tiers responsable des dommages ;
- de la part imputable à l'Opérateur au regard du nombre de fibres optiques mises à disposition de l'Opérateur sur le Lien NRO-PM par rapport à l'ensemble des fibres souscrites par tous les Opérateurs Commerciaux.

L'Opérateur est engagé à régler le montant de la dépose du Lien NRO-PM dès notification communiquée par Guyacom.

Article VIII.4 Tarifs

Le tarif du Lien NRO-PM se compose :

- d'un prix forfaitaire applicable au Lien NRO-PM. Ce prix est dû à compter de l'avis de mise à disposition du Lien NRO-PM à l'Opérateur. Il est déterminé en fonction
 - du nombre de fibres commandées initialement sur le Lien NRO-PM,



- de la longueur du Lien NRO-PM,
- de la date de réception de la commande de l'Opérateur :
 - pour les Liens NRO-PM dont la commande a été reçue par Guyacom avant la Date de Mise en Service Commerciale du PM, le tarif applicable est le tarif d'un Lien NRO-PM ab initio ;
 - pour les Liens NRO-PM dont la commande a été reçue par Guyacom après la Date de Mise en Service Commerciale du PM, le tarif applicable est le tarif d'un Lien NRO-PM ex post déterminé comme suit : il correspond au tarif de référence d'un Lien NRO-PM auquel est appliqué un coefficient qui est fonction du nombre de mois calendaires écoulés en tout ou partie et compté en mois entiers, entre la Date de Mise en Service Commerciale du PM desservi par le Lien NRO-PM et la réception de la commande de Lien NRO-PM de l'Opérateur.
- d'un prix mensuel applicable au nombre de fibres optiques passives commandées sur le Lien NRO-PM. Ce prix est dû à compter de la mise à disposition du Lien NRO-PM à l'Opérateur et jusqu'à la fin du droit d'usage du Lien NRO-PM. Il est déterminé en fonction
 - du nombre de fibres commandées sur le Lien NRO-PM
 - de la longueur du Lien NRO-PM.

Les prix du Lien NRO –PM peuvent être réévalués annuellement. Le délai de prévenance de toute modification des tarifs est indiqué à l'Article XIII.

Article IX Raccordement Client Final

Article IX.1 Prestation

La prestation de raccordement Client Final consiste à :

- Construire le Câblage Client Final s'il n'existe pas lorsque l'Opérateur commande un raccordement Client Final ;
- Affecter la Ligne FTTH du Client Final à l'Opérateur ;
- Etablir la continuité optique au Point de Mutualisation.

La prestation de raccordement Client Final est accessible avec l'offre de cofinancement et avec l'offre d'accès à la Ligne FTTH.

Guyacom est responsable de l'affectation de Ligne FTTH.

Afin de respecter la relation du Client Final avec l'Opérateur Commercial de son choix pour le raccordement de son logement, Guyacom pourra déléguer à l'Opérateur Commercial, s'il le souhaite, la maîtrise d'œuvre de la réalisation des Câblages Client Final. La maîtrise d'œuvre déléguée comprendrait le cas échéant, le pilotage de la réalisation des Câblages Client Final (planification des travaux, prise de rendez-vous avec le client final...) et le recours à l'Opérateur Commercial, en tant que prestataire de Guyacom, pour la réalisation du Câblage Client Final sous réserve que celui-ci ait souscrit au contrat de prestation « Construction de Câblage Client Final » proposé par Guyacom.

Dans les cas où l'Opérateur Commercial ne souhaite pas exercer la maîtrise d'œuvre de la réalisation des Câblages Client Final, Guyacom propose une prestation de réalisation de Câblage Client Final dans les conditions décrites à l'article Article IX.3.



Guyacom fera ses meilleurs efforts pour s'assurer que les prix facturés au titre du contrat de prestation de « Construction de Câblage Client Final » soient dûment justifiés par les Opérateurs Commerciaux, notamment au regard de critères objectifs et procédera, le cas échéant, à des contrôles de cohérence par rapport au prix du marché.

Guyacom établit en annexe 1 les catégories tarifaires des frais de 1^{ère} mise en service de ligne applicables à tous les Opérateurs Commerciaux.

La catégorie tarifaire à laquelle se rapporte un raccordement Client Final est déterminée par Guyacom. Il est communiqué par Guyacom à l'Opérateur Commercial selon les termes prévus aux Conditions Spécifiques.

L'Opérateur est responsable de la relation avec le Client Final, notamment la prise de rendez-vous avec le Client Final. L'Opérateur a la possibilité de réaliser lui-même les opérations de brassage au PM ou de les confier à Guyacom.

Sauf cas de création de Ligne FTTH, l'Opérateur s'engage expressément à obtenir du Client Final un mandat selon le formalisme de son choix l'autorisant à agir en son nom et pour son compte pour effectuer auprès de Guyacom les démarches nécessaires à la mise en oeuvre de sa demande d'abonnement à des services de l'Opérateur sur une Ligne FTTH installée, avec, le cas échéant, la résiliation de tout ou partie des services fournis par un autre Opérateur Commercial sur cette Ligne FTTH.

L'Opérateur est seul responsable vis-à-vis de Guyacom du respect, par les Opérateurs Commerciaux auprès desquels il commercialise des offres de gros, des obligations relatives à ce mandat.

En cas de création de Ligne FTTH, l'Opérateur s'assure d'obtenir du propriétaire d'un Pavillon FTTH un accord lui permettant de procéder au raccordement du Client Final. Cet accord est expressément stipulé au bénéfice de Guyacom, pour la durée du Droit Réel Temporaire en vigueur sur la Zone de cofinancement et exclut l'application de l'article 555 du Code civil.

L'Opérateur doit passer commande de raccordement Client Final et attendre la mise à disposition par Guyacom des informations relatives à la Ligne FTTH telle que prévu aux Conditions Spécifiques avant de pouvoir utiliser la Ligne FTTH.

La commande de raccordement Client Final n'est valablement émise que par l'Opérateur, aucun mandat ou délégation n'étant accepté.

Cette commande est subordonnée :

- à la mise à disposition du Câblage de sites dont dépend le Client Final.
- à la signature d'un contrat de prestation de « construction des câblages client final » dans le cas où l'Opérateur réalise lui-même le Câblage Client Final.

L'Opérateur s'engage à ne pas mettre en service des Clients Finaux avant la Date de mise en service commerciale du Point de Mutualisation auquel est rattachée la Ligne FTTH du Client Final, conformément aux dispositions de l'article 9 des Conditions Spécifiques.

La mise à disposition d'une Ligne FTTH prend fin :

- lorsque la Ligne FTTH est mise à disposition d'un autre Opérateur Commercial ou



- lorsque l'Opérateur commande une résiliation de Ligne FTTH ou
- lorsque le droit d'usage de l'Opérateur est arrivé à son terme.

Les Conditions Spécifiques précisent les modalités de raccordement d'un Client Final.

Article IX.2 Construction du Câblage Client Final par l'Opérateur Commercial

Afin de respecter la relation du Client Final avec l'Opérateur Commercial de son choix pour le raccordement de son logement, Guyacom propose à l'Opérateur Commercial de lui déléguer la maîtrise d'œuvre de la réalisation des Câblages Client Final.

La maîtrise d'œuvre déléguée comprend le pilotage de la réalisation des Câblages Client Final (planification des travaux, prise de rendez-vous avec le client final...) et le recours à l'Opérateur Commercial, en tant que prestataire de Guyacom, pour la réalisation du Câblage Client Final sous réserve que celui-ci figure parmi les prestataires de Guyacom.

Guyacom propose à cet effet à l'Opérateur Commercial un contrat de prestation de « Construction de Câblage Client Final » lui permettant d'assurer la réalisation du Câblage Client Final.

Guyacom fera ses meilleurs efforts pour s'assurer que les prix facturés au titre du contrat de prestation de « Construction de Câblage Client Final » soient dûment justifiés par les Opérateurs Commerciaux, notamment au regard de critères objectifs et procèdera, le cas échéant, à des contrôles de cohérence par rapport au prix du marché.

Le prix de première mise en service de ligne facturés à l'Opérateur au titre du présent Contrat est égal à l'euro près au prix de réalisation du Câblage Client Final facturé par l'Opérateur au titre du contrat de prestation.

Le type de Câblage Client Final est déterminé par Guyacom. Il est communiqué par Guyacom à l'Opérateur selon les termes prévus aux Conditions Spécifiques.

L'Opérateur est responsable de la relation avec le Client Final, notamment la prise de rendez-vous avec le Client Final.

Les opérations de mise en continuité optique de la ligne FTTH avec les équipements de l'Opérateur au PM sont réalisées par l'Opérateur, sauf dans les cas précisés aux Conditions Spécifiques, où Guyacom réalise ces opérations le cas échéant.

L'accès au génie civil de Guyacom ou de tiers pour tirer un Câblage Client Final dans le génie civil, les passages en parties privées comme par exemple un surplomb, un appui, des potelets, en façade, sont gérées selon les modalités prévues dans le contrat de prestation de « construction des Câblages Client Final ».

Article IX.3 Construction du Câblage Client Final par Guyacom

Dans les cas où l'Opérateur Commercial ne souhaite pas exercer la maîtrise d'œuvre de la réalisation des Câblages Client Final visée à l'article 9.2 ci-dessus, Guyacom propose en tant qu'Opérateur d'Immeuble, une prestation de réalisation de Câblage Client Final. Néanmoins celle-ci permet à l'Opérateur de prendre les rendez-vous avec les Clients Finaux, suivant les modalités décrites aux Conditions Spécifiques.



La prestation consiste en la construction par Guyacom, au sein d'un Immeuble FTTH ou d'un Pavillon FTTH, dont elle est l'Opérateur d'Immeuble, d'un Câblage Client Final pour un Client Final de l'Opérateur Commercial. Elle fait suite à la réservation par l'Opérateur Commercial d'un rendez-vous avec le Client Final et à une commande de raccordement Client Final formulée par l'Opérateur Commercial.

Elle comprend :

- l'acceptation par Guyacom de la réservation du rendez-vous pris par l'Opérateur Commercial avec le Client Final,
- la fourniture du matériel nécessaire (PTO, câble de branchement, goulottes...),
- les outils (outils d'installation, de tests),
- la construction du Câblage Client Final,
- la recette et les tests de qualification du Câblage Client Final

Guyacom fournit cette prestation de construction entre le Point de Branchement Optique et la Prise Terminale Optique conformément aux STAS.

Cette prestation n'englobe ni la réalisation d'une Desserte Interne au local du Client Final de l'Opérateur Commercial, ni la mise en service d'équipements du Client Final ou d'équipements mis à disposition du Client Final par l'Opérateur Commercial.

Guyacom réalise la prestation de mise en continuité optique de la ligne FTTH avec les équipements de l'Opérateur au PM, conformément aux instructions communiquées par l'Opérateur dans sa commande de Ligne FTTH.

Article IX.4 Raccordement du Client Final sur Câblage Client Final existant

Les opérations de mise en continuité optique de la ligne FTTH avec les équipements de l'Opérateur au PM sont réalisées par Guyacom ou l'Opérateur, tel que précisé dans les Conditions Spécifiques.

Article IX.5 Prix de référence du Câblage Client Final

Le prix de référence du Câblage Client Final, utilisé pour le calcul des montants de restitution et des frais de mis en service d'un câblage client final existant, peut être réévalué annuellement dans la limite d'un plafond, sans faculté pour l'Opérateur de mettre un terme à son engagement de cofinancement selon les termes de l'article 23.7. Ce plafond figure à l'annexe 1 des Présentes.

Le plafond peut être réévalué annuellement, sur la base de l'évolution des tarifs de raccordements Clients Finaux et dans la limite de l'évolution de l'indice des salaires mensuels de base par activité - Télécommunications - NAF rév. 2 - Niveau A38 - Poste JB - Base 100 4^{ème} trim 2008, ou tout indice de substitution mis en place par l'INSEE sans faculté pour l'Opérateur de mettre un terme à son engagement de cofinancement selon les termes de l'article Article XXIV.7.

Dans le cas d'une évolution exceptionnelle des coûts, Guyacom pourra procéder à une augmentation du plafond au-delà de la variation tarifaire résultant de l'application de l'alinéa précédent. L'Opérateur disposera alors de la possibilité de résilier son engagement selon les termes de l'article Article XXIV.7.

Le délai de prévenance de toute modification du prix de référence du Câblage Client Final et du plafond applicable à ce prix de référence est indiqué à l'Article XIII.



Article X Maintenance

L'Opérateur confie à Guyacom le soin d'exécuter les prestations de maintenance telles que décrites au présent article. Les prestations de maintenance sont souscrites concomitamment à l'obtention par l'Opérateur de son droit sur l'Infrastructure de Réseau FTTH et pour la durée de celui-ci.

La maintenance donne lieu à la perception d'un prix qui est intégré dans le prix de la mise à disposition.

Guyacom assure la continuité optique des fibres affectées à l'Opérateur du Point de Mutualisation jusqu'au Point de Terminaison Optique installé chez le Client Final.

Guyacom assure la continuité optique des fibres affectées à l'Opérateur dans le cadre de l'offre NRO-PM du Lien NRO au PM.

L'Opérateur assure au Point de Mutualisation la continuité optique entre les fibres en provenance de son réseau ou du Lien NRO-PM et l'Infrastructure de Réseau FTTH.

Guyacom s'engage à assurer la maintenance de l'Infrastructure de Réseau FTTH, du Lien NRO-PM, du Câblage Client Final et des moyens associés à son fonctionnement.

La maintenance comprend l'ensemble des opérations ayant pour objet d'assurer l'entretien courant de l'Infrastructure de Réseau FTTH. Sont exclus de la maintenance les cas de remplacement de l'Infrastructure de Réseau FTTH visés aux articles 5.2.4, 6.2.2.

Cette prestation de maintenance est exécutée par Guyacom aussi longtemps que Guyacom conserve la propriété ou la nue-propriété de l'Infrastructure de Réseau FTTH

En tant qu'accessoire indispensable du droit de l'Opérateur sur l'Infrastructure de Réseau FTTH, cette prestation suit le sort de ces droits et notamment les cessions dont ils peuvent faire l'objet, aussi bien de la part de Guyacom que de la part de l'Opérateur.

Les Conditions Spécifiques précisent les modalités de maintenance.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, Guyacom autorise l'Opérateur, si ce dernier le souhaite, et sous sa responsabilité, à effectuer des opérations de maintenance uniquement sur le Câblage Client Final, à l'exclusion de toute autre partie des Infrastructures de réseau FTTH, dans le respect des STAS et des modalités décrites aux Conditions Spécifiques. En tout état de cause, l'Opérateur reste redevable du prix de la maintenance sur le Câblage Client Final.

Il est expressément convenu entre les Parties que l'Opérateur est seul responsable du recouvrement éventuel, auprès de tout tiers étant à l'origine d'un quelconque défaut sur le Câblage Client Final, de tout ou partie du montant des frais qu'il a engagés au titre de son intervention.

Article X.1 Généralités

Les Parties se transmettent réciproquement, à la signature des présentes Conditions Générales, les coordonnées de leur guichet de SAV. Les coordonnées et disponibilités du Guichet Unique de SAV de Guyacom sont précisées en annexe 7. Toute personne susceptible d'être impliquée dans des échanges liés aux signalisations devra pouvoir s'exprimer en langue française.



Une signalisation transmise à tort est une signalisation transmise par l'Opérateur au Guichet Unique SAV de Guyacom et pour laquelle les équipements maintenus par Guyacom ne sont pas la cause du dysfonctionnement objet de la signalisation de l'Opérateur.

Article X.2 Travaux programmés

Pour assurer le maintien de la qualité du service ou assurer l'évolutivité des Infrastructures de Réseau FTTH du domaine de responsabilité de Guyacom, Guyacom peut être amenée à réaliser sur les équipements dont elle assure la maintenance des travaux susceptibles d'affecter temporairement le bon fonctionnement du service.

Guyacom s'efforce, dans toute la mesure du possible, de réduire les perturbations qui peuvent en résulter pour l'Opérateur. Avant chaque intervention, Guyacom transmet à l'Opérateur les dates, heures et durées prévisionnelles d'interruption du service dans le respect des délais de préavis décrits aux Conditions Spécifiques.

Dans le cas où le service dont bénéficie l'Opérateur est seul susceptible d'être affecté par les travaux, Guyacom convient avec lui de la plage horaire d'intervention dans les limites horaires relatives au service après-vente telles que précisées en annexe 7.

Dans le cas exceptionnel où, à la demande de l'Opérateur et après étude, les travaux programmés ont lieu à une heure non-ouvrable, les frais supplémentaires engagés par Guyacom sont à la charge de l'Opérateur. Un devis sera établi.

Les interruptions de service dues à des travaux qui ont été programmés par Guyacom dans le respect des conditions ci-dessus décrites ne sont pas considérées comme des incidents susceptibles d'engager la responsabilité de Guyacom.

Article X.3 Évolution tarifaire

Les tarifs applicables aux prestations de maintenance le cas échéant tels que définis aux présentes et figurant à l'annexe 1, peuvent être réévalués à la hausse une fois par an, dans la limite de l'évolution de l'indice des salaires mensuels de base par activité - Télécommunications - NAF rév. 2 - Niveau A38 - Poste JB - Base 100 4^{ème} trim 2008, ou tout indice de substitution mis en place par l'INSEE, sans faculté pour l'Opérateur de mettre un terme à son engagement de cofinancement selon les termes de l'article Article XXIV.7.

Dans le cas d'une évolution exceptionnelle des coûts, Guyacom pourra procéder à une augmentation des tarifs applicables aux prestations de maintenance au-delà de la variation tarifaire résultant de l'application de l'alinéa précédent. L'Opérateur disposera alors de la possibilité de résilier son engagement selon les termes de l'article Article XXIV.7.

Le délai de prévenance de toute modification de tarif est indiqué à l'Article XIII.

Article XI Principes applicables aux interventions sur les infrastructures FTTH

L'Opérateur peut être amené à intervenir sur le PM et le Câblage de sites à l'occasion du raccordement de son câble réseau ou de la mise en service d'une Ligne FTTH.



Guyacom communique à l'Opérateur dans l'annexe 4 une liste des risques propres à la nature de ses interventions sur les Infrastructures de Réseau FTTH.

Par ailleurs, les Parties se transmettent, le cas échéant, des informations nécessaires à la prévention en vue de l'établissement du plan de prévention.

L'Opérateur organise avec ses Prestataires et Guyacom toute visite préalable qui serait nécessaire à l'Opérateur pour établir le plan de prévention des risques. Cette visite pourra être facturée par Guyacom à un tarif qui sera fixé à l'annexe 1 et donnera lieu à un compte rendu qui viendra, le cas échéant, préciser les risques visés à l'annexe 4.

Les interventions de l'Opérateur doivent être réalisées dans le respect du plan de prévention des risques, des STAS et des règles de l'art applicables à l'intervention.

L'Opérateur fournit à Guyacom la liste des personnes habilitées à intervenir sur les Infrastructures de Réseau FTTH selon les modalités prévues dans les Conditions Spécifiques.

Le personnel de l'Opérateur (ou de ses Prestataires) ayant été préalablement habilité à pénétrer dans le PM de Guyacom pourra de manière générale accéder à l'Emplacement, de façon permanente et sans accompagnement.

L'Opérateur s'engage, lorsqu'il recourt à un Prestataire, à faire réaliser les travaux par des Prestataires qui se sont engagés au respect du plan de prévention des risques, des STAS et des règles de l'art.

L'Opérateur se porte garant du respect des modalités décrites dans le plan de prévention des risques et/ou dans les STAS. L'Opérateur est entièrement responsable des Prestataires auxquels il a recours et assure les contrôles nécessaires.

L'Opérateur s'efforcera de signaler tout dommage affectant un Immeuble FTTH ou un Pavillon FTTH, les Infrastructures de Réseau FTTH constaté préalablement à l'une de ses interventions. Au besoin, l'Opérateur pourra prendre des photographies, recueillir tout témoignage ou faire constater les dommages en cause.

Guyacom s'efforcera d'identifier l'auteur des dommages affectant un Immeuble FTTH ou un Pavillon FTTH, les Infrastructures de Réseau FTTH.

L'Opérateur, en qualité d'Opérateur Commercial, se porte garant vis-à-vis de Guyacom de la qualité des interventions réalisées dans les Immeubles FTTH, les Pavillons FTTH, les Infrastructures de Réseau FTTH (y compris par ses Prestataires) et de la réparation intégrale des dommages matériels éventuels qui pourraient en résulter directement.

En cas de :

- Non-respect des STAS par l'Opérateur et/ou
- Dommage affectant un Immeuble FTTH, un Pavillon FTTH, les Infrastructures de Réseau FTTH pour lequel la responsabilité de l'Opérateur est engagée et/ou
- Réclamation relative à l'Immeuble FTTH ou au Pavillon FTTH adressée par un tiers et mettant en cause l'Opérateur, preuve à l'appui,

Guyacom adresse une notification à l'Opérateur par courrier recommandé avec accusé de réception.



En cas de dommage affectant un Immeuble FTTH ou un Pavillon FTTH et dont l'Opérateur est reconnu responsable, l'Opérateur est tenu de procéder à ses frais et sur indication de Guyacom soit aux modifications nécessaires soit à la remise en état initiale des lieux dans un délai de 20 (vingt) Jours Ouvrés à compter de la réception de ladite notification. A défaut, Guyacom se réserve la possibilité de réaliser ou de faire réaliser ces travaux aux frais de l'Opérateur.

En cas de dommage affectant l'Infrastructure de Réseau FTTH et dont l'Opérateur est reconnu responsable, Guyacom réalisera ou fera réaliser les travaux aux frais de l'Opérateur.

En tout état de cause, les conditions relatives aux modalités de remplacement des Infrastructures de Réseau FTTH s'appliquent.

Article XII Durée et date d'effet

Article XII.1 Date d'effet

Sauf cas expressément prévu aux présentes et notamment à l'article 16 - Garanties financières, le Contrat prend effet à compter du jour de la signature des Conditions Générales par les deux Parties.

Dans le cas où la date de signature des Parties ne serait pas concomitante, le Contrat prend effet au jour où la dernière signature est apposée.

Article XII.2 Durée

Le contrat est conclu pour une durée indéterminée à compter de sa date d'effet.

Les modalités de résiliation du contrat figurent à l'Article XXIV Résiliation.

Article XIII Modification du contrat

Par principe et sauf dans les cas strictement énumérés ci-dessous, toute modification du Contrat doit faire l'objet de la signature, par les deux Parties, d'une nouvelle version du Contrat à jour.

Par exception, les Parties conviennent que les modifications suivantes du Contrat sont réalisées par voie de notification écrite par Guyacom à l'Opérateur dans le respect :

- D'un préavis de 6 mois pour :
 - toute modification des STAS (annexe 12) impactant les Équipements actifs ou les Équipements passifs de l'Opérateur ;
- D'un préavis de 3 mois pour :
 - Les Conditions Spécifiques ;
 - toute modification des STAS (annexe 12) n'impactant pas les Équipements actifs ou les Équipements passifs de l'Opérateur ;
 - Toute modification à la hausse des tarifs de l'annexe 1 ;
 - L'annexe 8 ;
 - L'annexe 3 ;
- D'un préavis de 1 mois pour :
 - Toute modification à la baisse des tarifs de l'annexe 1 ;
 - L'annexe 4 ;



- L'annexe 5 ;
- L'annexe 6 ;
- L'annexe 7 ;
- L'annexe 9 ;
- L'annexe 10 ;
- L'annexe 11 ;

A l'issue du préavis, les modifications notifiées sont applicables à toutes les prestations à exécution successive en cours et à venir ainsi qu'à toutes les prestations à exécution instantanée à venir.

Toutefois, lorsque les modifications du Contrat sont imposées par la réglementation, y compris par toute décision d'une autorité administrative ou judiciaire prise en application de cette dernière, dans des délais qui sont incompatibles avec les délais contractuels de préavis de modification unilatérale du Contrat, les Parties conviennent que les modifications du Contrat en cause prendront effet à la date imposée par ladite réglementation. Dans ce cas, la date d'effet applicable sera mentionnée dans la notification envoyée par Orange à l'Opérateur.

Article XIV Facturation

Les modalités de facturation décrites au présent article sont applicables indifféremment à Guyacom et à l'Opérateur, quelle que soit leur qualité au titre du Contrat (créancier ou débiteur).

Les règles décrites au présent article constituent les règles applicables par défaut. Des modalités spécifiques peuvent être prévues par les Parties. Dans ce cas, les règles de facturation spécifiques prévalent sur les règles édictées au présent article.

Article XIV.1 Établissement des factures

Les sommes dues au titre du présent Contrat font l'objet de factures spécifiques adressées par le créancier au débiteur.

Le régime fiscal appliqué à ces factures est défini à l'article 15 - fiscalité du Contrat.

Article XIV.2 Principes généraux de la facturation

a) Date d'émission de la facture

La facture est émise par le créancier à la date de réalisation de la prestation ou de la cession. Les prestations ou les cessions peuvent faire l'objet d'une facture récapitulative mensuelle. Les modalités de facturation sont précisées dans les Conditions Spécifiques.

b) Périodicité

Les prestations sont facturées mensuellement.

Aucun prorata temporis n'est appliqué sur les prix figurant au Contrat. Lorsque le prix est la contrepartie d'une prestation à exécution successive mensuelle, le prix est valorisé en mois pleins. Le mois de la mise à disposition de la prestation à exécution successive mensuelle est entièrement dû quelle que soit la date de mise à disposition effective de la dite prestation ; il en est de même



pour le mois de la date d'effet de la résiliation de la prestation concernée « tout mois commencé est un mois dû ».

Article XIV.3 Réclamations sur factures

Toute réclamation, pour être recevable, est transmise au créancier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai maximal de trente (30) jours calendaires, suivant la date d'émission de la facture telle que définie à l'article 15.1 des présentes, à l'adresse indiquée sur la facture.

Ce courrier précisera la portée, la nature et les motifs de la contestation, mentionnera les références précises - date et numéro - de la facture litigieuse et fournira tous documents justificatifs.

Nonobstant l'émission d'une réclamation éventuelle, le débiteur s'engage, en tout état de cause, à régler, dans le délai visé à l'article 15.1 des présentes, les sommes correspondant aux montants non contestés.

Le créancier s'engage à répondre à la réclamation, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

En cas de rejet de la réclamation, le créancier fournit au débiteur une réponse motivée comportant tout justificatif nécessaire. Les montants deviennent immédiatement exigibles à compter de la réception de la décision de rejet qui vaut mise en demeure dans la mesure où la date d'échéance serait dépassée au jour de la réponse du créancier.

Dans l'hypothèse où les montants contestés devenus exigibles ne seraient pas réglés dans le délai visé à l'article 15.1, des pénalités sont applicables par le créancier dans les conditions définies à l'article 15.4.

En cas de rejet de la réclamation, le débiteur ne pourra effectuer de retenue sur les factures émises par le créancier postérieurement au rejet de la réclamation sus évoquée et pour un motif identique à celui ayant fait l'objet de la réclamation.

Article XV Paiement

Article XV.1 Principes de paiement des factures

La « date d'émission de la facture » est définie comme la date figurant sur la facture.

Les factures sont réglées dans un délai maximal de 30 jours calendaires suivant la date d'émission de la facture.

Le créancier ne pratique pas d'escompte sur le paiement anticipé de ses factures.

Les adresses d'envoi des factures et de réception des paiements de chacune des Parties sont précisées à l'annexe 7.



Article XVI Moyen de paiement

a) Moyen de paiement

Le paiement s'effectue par chèque bancaire ou postal ou au moyen d'un virement sur la base des indications portées sur le titre de recettes exécutoire émis par Guyacom.

L'Opérateur s'engage à accompagner chaque paiement qu'il effectue d'un courrier, y compris électronique, détaillant l'affectation des sommes ainsi payées. A défaut, Guyacom se réserve le droit d'affecter cette somme au paiement des factures les plus anciennes. Guyacom en informera l'Opérateur par courrier électronique.

b) Compensation conventionnelle

Le créancier se réserve le droit de procéder au paiement de toute dette dont il serait amené à être débiteur envers le débiteur par compensation avec toute dette dont il sera amené à être créancier à l'encontre du débiteur au titre du Contrat dès lors que les conditions cumulatives suivantes se trouvent réunies :

- réciprocité, c'est-à-dire (signifie) que le paiement par compensation a un caractère purement bilatéral et n'est possible qu'entre les Parties à l'exclusion de toute compensation multipartite ;
- dettes de sommes d'argent, à l'exclusion de toute compensation entre des dettes non fongibles dont les Parties pourraient être réciproquement débitrices ;
- dettes liquides, c'est-à-dire chiffrées ;
- dettes exigibles, c'est-à-dire (signifie) que le délai de paiement prévu contractuellement est expiré ;
- dettes certaines, c'est-à-dire qui ne font pas l'objet d'une contestation dans le respect de la procédure prévue au Contrat ;
- dettes matérialisées par une facture.

Le paiement par compensation opéré dans le cadre du présent article produit ses effets, et le paiement est considéré comme réalisé, à la date d'envoi par le créancier d'un avis de compensation par Lettre Recommandée avec demande d'Avis de Réception au débiteur. L'avis précise les factures sur lesquelles sont imputés les paiements par compensation réalisés par le créancier dans le cadre du présent article. La mise en œuvre du mécanisme décrit au présent article emporte toutes les conséquences juridiques attachées au paiement.

Tout paiement au moyen d'un instrument de paiement tel que chèque ou virement bancaire réalisé au titre du Contrat qui parviendrait au créancier postérieurement à l'envoi de l'avis de compensation sera affecté au paiement des dettes du débiteur les plus anciennes à la date de réception du paiement.

La cession de créance de l'une ou l'autre des Parties est sans incidence sur l'effet du paiement par compensation dès lors que celui-ci a produit tous ses effets dans les conditions du présent article avant que la dite cession de créance ne soit opposable au débiteur cédé dans le respect du formalisme applicable au type de cession de créances mis en œuvre.



Article XVI.2 Incident de paiement

Tout incident de paiement, c'est à dire tout paiement effectué postérieurement à la date d'échéance mais faisant suite à un premier paiement non libératoire, pourra entraîner l'application par Guyacom de l'article Article XVIII.3 des présentes.

Article XVI.3 Sanction en cas de défaut de paiement des factures

a) Principe

Tout défaut de paiement d'une facture à la date d'échéance, pourra entraîner l'application par Guyacom, de l'article Article XXX, de l'article Article XVIII.3, de l'article b) et de l'article Article XXIV.5.

b) Pénalités pour retard de paiement

En cas de défaut de paiement des pénalités sont dues, invariablement chaque jour, en dépit des jours chômés ou fériés, dès le premier jour de retard, c'est-à-dire dès le lendemain de la date d'échéance mentionnée sur la facture.

Outre que les pénalités pour retard de paiement sont calculées sur le montant TTC des sommes dues par l'Opérateur à Guyacom, les Parties conviennent expressément que le taux des pénalités pour retard de paiement retenu par Guyacom, sera égal :

- Au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage toutes les fois et aussi longtemps que le taux ainsi calculé est supérieur à trois fois le taux d'intérêt légal ;
- A trois fois le taux d'intérêt légal toutes les fois et aussi longtemps que le taux résultant du calcul décrit précédemment est inférieur à trois fois le taux d'intérêt légal.

c) Frais pour recouvrement en cas de retard de paiement

En cas de défaut de paiement, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sera appliquée de plein droit à l'Opérateur dès le premier jour de retard et sans mise en demeure préalable. Le montant de cette indemnité sera égal au montant tel que fixé par l'article D441-5 du Code de commerce à la date du premier jour de retard. Dans le cas où les frais de recouvrement exposés par Guyacom seraient supérieurs à ce montant, Guyacom pourra demander à l'Opérateur une indemnisation complémentaire, sous réserve de produire les justificatifs nécessaires.

Article XVII Fiscalité

Les Parties acceptent expressément de se conformer aux dispositions fiscales, visées au présent article, y compris en cas d'évolution de leur situation, notamment juridique et/ou géographique, en cours d'exécution du présent Contrat.

Les prix convenus par les Parties au présent Contrat sont entendus hors taxes.

La TVA éventuellement exigible en France métropolitaine, en vertu du présent Contrat sera supportée par la Partie facturée en plus des prix convenus au présent Contrat.



Actuellement, la TVA n'est pas applicable en Guyane et remplacée par une taxe « d'octroi de mer », concernant une liste de produits et soumise à la réglementation évolutive de l'UE.

Les sommes dues au titre du Contrat font l'objet de factures adressées à la Partie facturée définies au présent Contrat.

Toutes les factures éditées en application du Contrat sont exprimées en euros, toutes taxes comprises sur les ventes (incluant la TVA), lorsqu'elles sont exigibles, ainsi que toute autre taxe résultant de la prestation fournie, conformément à la réglementation française applicable aux services de télécommunications.

Les taux des taxes applicables sont ceux en vigueur en France à la date de fourniture des prestations.

Article XVIII Garanties financières

Article XVIII.1 Types et rang de garanties financières – modalités de calcul et procédure

a) Types et rang de garanties financières

Guyacom peut demander à l'Opérateur, au moment de la signature du Contrat ou à tout moment au cours de son exécution et par ordre de priorité décroissant :

- Un dépôt de garantie, ou
- Une garantie à première demande, ou
- Un cautionnement.

b) Modalités de calcul et procédure

La demande de garantie financière et/ou la garantie financière :

- S'apprécie au regard des critères cumulatifs suivants :
 - La situation financière de l'Opérateur,
 - Le résultat de l'enquête réalisée par une société de cotation indépendante de Guyacom,
 - Le cas échéant, l'historique de paiement de l'Opérateur auprès de Guyacom au titre des contrats en vigueur avec cette dernière, prenant en compte l'orientation à la hausse ou à la baisse des montants facturés.
- Est normale ou réduite en considération du résultat de l'appréciation des critères précédents :
 - En cas de demande d'une garantie normale, l'Opérateur s'engage pour un montant correspondant à quatre fois le montant mensuel le plus élevé facturé au cours des douze derniers mois au titre du présent Contrat ;
 - En cas de demande d'une garantie réduite, l'Opérateur s'engage pour un montant correspondant à deux fois le montant mensuel le plus élevé facturé au cours des douze derniers mois au titre du présent Contrat.
- S'effectue par courrier recommandé avec demande d'avis de réception adressé à l'Opérateur, contenant :
 - Le type de garantie retenu, et
 - Son montant chiffré en euros, et
 - Le délai dans lequel l'opérateur doit impérativement la remettre à Guyacom.



- Doit être conforme aux modèles de l'annexe 6 des présentes, intitulée «Garanties financières »,
 - Doit être maintenue, à compter de la demande, pendant toute la durée d'exécution des présentes, sauf exception expressément visée à l'article Article XVIII.3 des présentes, ci-après.
- Si retenu(e) :
 - Le dépôt de garantie doit être effectué par chèque de banque ou par virement et ne sera restituable que dans un délai maximum de deux mois à compter du terme du Contrat quelle qu'en soit la cause, sous réserve de la parfaite exécution par l'Opérateur de ses obligations contractuelles et notamment celle relative au paiement,
 - Le cautionnement ou la garantie à première demande doit être pris(e) par ordre de priorité décroissant :
 - Auprès d'un établissement de crédit européen notoirement connu et solvable, ci-après dénommé(e) respectivement « Cautionnement Bancaire » ou « Garantie Bancaire », ou
 - Auprès d'un tiers notamment la société-mère de l'Opérateur, ci-après dénommé(e) respectivement «Cautionnement Tiers» ou « Garantie Tiers ».

Article XVIII.2 Aménagements du type de garantie financière applicables

a) Dépôt de garantie provisoire

Dans l'hypothèse où l'Opérateur ne serait pas en mesure de fournir à Guyacom un cautionnement ou une garantie à première demande dans le respect des conditions visées ci-avant, l'Opérateur peut valablement remettre Guyacom dans les mêmes conditions précitées, un dépôt de garantie provisoire.

Nonobstant ce qui précède, l'Opérateur s'engage à remettre à Guyacom la garantie initialement requise dans un délai expressément convenu avec Guyacom. Le dépôt de garantie provisoire sera restitué à l'Opérateur une fois la garantie financière initialement requise, remise à Guyacom.

b) Substitution de garantie financière

(1) Sans accord préalable de Guyacom

L'Opérateur peut valablement substituer le type de garantie financière initialement requis par Guyacom par un type de garantie financière d'un rang supérieur.

A titre d'exemple, l'Opérateur peut substituer une Garantie Bancaire ou un Cautionnement Tiers par un dépôt de garantie.

(2) Avec accord préalable de Guyacom

L'Opérateur peut, sous réserve d'un accord préalable et express de Guyacom substituer le type de garantie financière initialement requis par un type de garantie financière d'un rang inférieur.

A titre d'exemple, l'Opérateur peut, sous réserve de l'accord préalable et express de Guyacom, substituer une Garantie Bancaire par un Cautionnement Bancaire ou par un Cautionnement Tiers.



Dans tous les cas de substitution visés ci-dessus et de convention expresse entre les Parties, le montant, la durée et les délais de fourniture de la garantie financière initialement requise resteront applicables.

Article XVIII.3 Évolution de la situation globale de l'Opérateur

En cas d'amélioration significative de la situation globale de l'Opérateur en cours d'exécution du Contrat et sous réserve du parfait paiement des sommes dues au titre des présentes, l'Opérateur pourra bénéficier à sa demande et sous réserve de l'accord préalable et express de Guyacom, communiqué par courrier recommandé avec demande d'avis de réception, selon le cas :

- D'une baisse du montant initial de garantie demandé, ou
- D'une mainlevée du cautionnement ou de la garantie à première demande, ou
- D'une restitution anticipée du dépôt de garantie.

En cas d'aggravation significative de la situation globale de l'Opérateur en cours d'exécution du Contrat, celui-ci s'engage, dans un délai d'un mois calendaire, à compter de la réception de la demande écrite adressée par Guyacom en lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à réactualiser le montant de la garantie financière à hauteur du montant fixé dans cette nouvelle demande.

Article XVIII.4 Conséquences de la non-fourniture de la garantie financière demandée

a) A la signature du présent Contrat

Par dérogation à l'Article XIII et de convention expresse entre les Parties, le présent Contrat entrera en vigueur sous réserve que la condition suspensive suivante soit réalisée, selon le type de garantie financière applicable :

- La remise effective de l'acte de cautionnement, ou de garantie à première demande, ou
- L'encaissement effectif par Guyacom du chèque de banque ou le passage en écriture du virement correspondant au dépôt de garantie.

b) En cours d'exécution du présent Contrat

En cas de non-production par l'Opérateur de la garantie financière demandée ou l'absence de réactualisation, dans le délai respectivement visé à l'article Article XVIII.1b) et à l'article Article XVIII.3, Guyacom pourra conformément aux dispositions de l'article Article XXIV.4 suspendre tout ou partie des prestations fournies dans le cadre du présent Contrat et résilier ledit Contrat.

Article XVIII.5 Mise en œuvre de la garantie financière

Sous réserve d'une mise en demeure de payer, adressée à l'Opérateur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, restée sans effet pendant un délai de huit jours calendaires à compter de sa date de réception, Guyacom peut actionner de plein droit la garantie financière dont elle dispose, en cas défaut de paiement dans les conditions visées à l'Article XV paiement.

Dans ce cas, l'Opérateur s'engage à réactualiser immédiatement le montant de la garantie financière à hauteur du montant initialement fixé ou à présenter une nouvelle garantie financière à Guyacom dans les conditions visées au présent article.

Article XIX Force majeure

L'exécution des obligations issues du Contrat peut être suspendue du fait de la survenance d'un cas de force majeure et ce jusqu'au rétablissement des conditions normales de fourniture des prestations. Les Parties conviennent que la survenance d'un cas de force majeure ne saurait valablement suspendre l'exécution des obligations de paiement souscrites au titre du présent Contrat.

De convention expresse, sont considérés comme des cas de force majeure ou cas fortuits, outre ceux habituellement retenus par la jurisprudence de la Cour de cassation, les événements climatiques dont l'occurrence et/ou la violence sont exceptionnelles, les catastrophes naturelles, les inondations, la foudre, les incendies, la sécheresse, les éruptions volcaniques, les épidémies, les actions syndicales ou lock-out, les guerres, les opérations militaires ou troubles civils, les coups d'état, les attentats, le sabotage, les perturbations exceptionnelles d'origine électrique affectant le réseau ainsi que les restrictions légales à la fourniture des services de télécommunications et, de façon générale, tout événement ayant nécessité l'application par l'autorité publique de plans locaux ou nationaux de maintien de la continuité des services de télécommunications.

La Partie affectée par le cas de force majeure s'engage à aviser l'autre Partie dans les meilleurs délais de la survenance et de la fin du cas de force majeure.

De manière générale, les Parties s'engagent à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour limiter l'effet des perturbations relevant de la qualification de force majeure ayant eu pour conséquence d'interrompre temporairement les prestations. Elles s'efforceront de bonne foi de prendre toutes mesures raisonnablement possibles en vue de poursuivre l'exécution du Contrat.

Lorsque les événements à l'origine de la suspension se prolongent pendant plus de 1 (un) mois, les prestations affectées par le cas de Force Majeure peuvent être résiliées de plein droit par l'une ou l'autre des Parties, sans indemnité de part et d'autre à quelque titre que ce soit, dans les conditions fixées à l'article Article XXIV.8.

Si la suspension n'excède pas 1 (un) mois, ou si, ayant duré plus de 1 (un) mois, elle n'a pas entraîné de résiliation, la Partie affectée par le cas de force majeure informe l'autre Partie par courrier ou télécopie de la reprise du Contrat dans les conditions existant avant ladite suspension.

Article XX Responsabilité

Article XX.1 Obligations de Guyacom

Guyacom s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à l'exécution de ses obligations au titre du Contrat. En cas de défaillance grave de Guyacom dûment prouvée, l'Opérateur aura la faculté de solliciter la réparation par Guyacom du dommage matériel direct en résultant dont il rapporterait la preuve.

Article XX.2 Exclusion de la réparation des dommages indirects

Guyacom exclut expressément la réparation à quelque titre que ce soit des dommages indirects qui résulteraient d'une inexécution du Contrat, tels que le préjudice commercial ou financier, les pertes de clientèle, l'atteinte à l'image de marque, le manque à gagner, le préjudice commercial ou financier, l'augmentation des frais généraux,...



Article XX.3 Limitation financière

Dans la mesure où la responsabilité de Guyacom serait retenue au titre du présent Contrat, le montant total des dommages-intérêts que Guyacom pourrait être amenée à verser à l'Opérateur en réparation du préjudice subi ne saurait en aucune façon excéder tous dommages directs confondus, un montant maximum global égal à 300 000 euros par année contractuelle à compter de la date d'effet du présent Contrat et ce quel que soit le fondement juridique de la réclamation et la procédure employée pour la faire aboutir.

Article XX.4 Pénalités forfaitaires

Lorsqu'un manquement contractuel de l'une ou de l'autre des Parties donne lieu au versement d'une pénalité prédéfinie au Contrat, celle-ci constitue une indemnité forfaitaire, libératoire et définitive couvrant la totalité du préjudice subi pour le manquement considéré. De ce fait, chacune des Parties renonce à toute action en responsabilité contractuelle fondée sur une demande de réparation du préjudice subi pour le même motif.

Article XX.5 Prescription

La prescription extinctive est applicable aux actions personnelles dans les conditions du droit commun.

Article XX.6 Garanties

Chacune des Parties assume seule la responsabilité pleine et entière des relations qu'elle entretient avec ses clients finals et, plus généralement, tout autre tiers dans le cadre des contrats qu'elle passe avec eux et prend à sa charge exclusive les dommages qui peuvent en résulter. Chaque Partie s'engage à cet égard à traiter directement toute réclamation, recours ou action y afférent et à garantir l'autre Partie contre toute réclamation, recours ou action de quelque nature que ce soit intenté par les tiers précités.

Article XXI Assurances

Guyacom, tant pour son compte que pour le compte de toute personne dont elle aurait à répondre, prend en charge et assume les conséquences pécuniaires de sa responsabilité, telle que définie ci-dessus à l'Article XX, qu'elle est susceptible d'encourir dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du présent Contrat. Au-delà du montant de la limite de responsabilité défini ci-dessus à l'Article XX, l'Opérateur et ses assureurs renoncent à tout recours contre Guyacom et ses assureurs.

L'Opérateur confirme avoir souscrit une police d'assurance, qui est et demeurera valable pendant toute la durée du présent Contrat. Elle est destinée à couvrir ses obligations contractuelles. L'opérateur transmettra dès la signature du présent contrat, la copie des justificatifs de la souscription de cette police d'assurances à Guyacom.

Article XXII Intuitu personae

Il est expressément convenu entre les Parties que le Contrat a été conclu eu égard à la forme, la composition actuelle, la personnalité, la réputation et la situation financière de l'Opérateur.



L'Opérateur s'engage, sans délai, à informer Guyacom de toute modification substantielle dans sa situation commerciale, juridique et financière et dans le cas particulier d'un changement de contrôle tel que défini à l'article L. 233-1 et suivants du Code de commerce par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Guyacom se réserve le droit en cas de changement de contrôle de l'Opérateur, de résilier le Contrat dans les conditions de l'article résiliation.

Article XXIII Cession

Sauf exception expressément prévue dans le Contrat, les droits et obligations issus du Contrat ne pourront faire l'objet d'une cession totale ou partielle sans l'accord préalable et écrit de l'autre Partie.

Nonobstant ce qui précède, chacune des Parties, peut céder en totalité ou en partie ses droits et obligations issus du Contrat à toute entité légale qu'elle contrôle directement ou indirectement au sens des articles L. 233-1 et suivants du Code de Commerce à toute entité la contrôlant directement ou indirectement, ou à toute entité qui est elle-même contrôlée par une entité légale contrôlant la Partie cédante sans l'accord préalable de l'autre Partie sous réserve :

- D'une part, que le cessionnaire soit autorisé à établir et exploiter un réseau ouvert au public conformément aux dispositions de l'article L 33-1 du Code des Postes et Communications Électroniques,
- D'autre part, d'une notification adressée à la Partie cédée dans les trente (30) jours précédant la date d'effet de la cession.

Les modalités opérationnelles et financières des transferts de droits et obligations issus de la cession feront l'objet, le cas échéant, d'un contrat spécifique.

Le cédant reste solidairement responsable, avec le cessionnaire, des sommes dues à Guyacom au titre des droits et obligations cédés pendant l'année qui suit la date de la cession des droits et obligations issus du Contrat.

Pour les besoins du présent article, la définition du « contrôle » est identique à celle figurant à l'article intuitu personae.

Article XXIV Résiliation

Article XXIV.1 Résiliation de l'engagement de co-financement des Infrastructures de réseau FTTH à construire au-delà de la 5^{ème} année

L'Opérateur a la faculté, dans le respect d'un préavis de 3 mois adressé à Guyacom, de résilier pour convenance un engagement de cofinancement des futures Infrastructures de réseau FTTH à construire dans les conditions ab initio au-delà de la 5^{ème} année après la date d'envoi de l'information d'intention de déploiement par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La résiliation de l'engagement à cofinancer :



- Vaut résiliation de l'intégralité de l'engagement de cofinancement des futures Infrastructures de réseau FTTH à construire dans les conditions ab initio sur la Zone de cofinancement et à ce titre, entraîne l'arrêt des mises à disposition d'accès au PM et des mises à disposition de Câblages de sites installés après la date d'effet de la résiliation et
- Entraîne l'impossibilité pour l'Opérateur de se prévaloir, pour l'avenir uniquement, du bénéfice de toute nouvelle demande d'accès aux Infrastructures de Réseau FTTH au titre de l'offre de cofinancement et
- Entraîne l'impossibilité pour l'Opérateur de modifier les taux de cofinancement souscrit sur chacune des Zones de cofinancement sur lesquelles il est engagé au jour de la date d'effet de la résiliation et
- Entraîne l'impossibilité pour l'Opérateur de commander, au titre de l'offre de cofinancement, de nouvelles affectations de Lignes FTTH pour des Clients Finals rattachés à des PM ou à des Câblages de sites qui n'ont pas été mis à disposition de l'Opérateur au jour de la date d'effet de la résiliation et
- Ne remet pas en cause les Lignes FTTH qui ont été affectées à l'Opérateur au titre de l'offre de cofinancement, avant la date d'effet de la résiliation, dans la limite du produit de son taux de cofinancement avec le nombre de Logements Raccordables mis à disposition avant la date d'effet de la résiliation, étant entendu que les affectations excédant cette limite sont migrées sur l'offre d'accès à la Ligne FTTH et
- Ne remet pas en cause la faculté pour l'Opérateur de commander, au titre de l'offre de cofinancement, de nouvelles affectations de Lignes FTTH pour des Clients Finals rattachés à des PM et à des Câblages de sites mis à disposition de l'Opérateur avant la date d'effet de la résiliation, dans la limite du produit de son taux de cofinancement avec le nombre de Logements Raccordables mis à disposition avant la date d'effet de la résiliation et
- Ne remet pas en cause l'offre d'accès à la Ligne FTTH et les prestations d'accès au PM et de Lien NRO-PM et
- Ne remet pas en cause les Droits Réels Temporaires sur l'Infrastructure de Réseau FTTH définitivement acquis par l'Opérateur antérieurement à la date d'effet de la résiliation, le Contrat continuant à produire ses effets jusqu'au terme des dits droits éventuellement renouvelés pour ce qui est strictement nécessaire à leur bonne administration, dans les limites et conditions du Contrat qui restent applicables, et ce dès lors que l'Opérateur continue de s'acquitter, dans les conditions prévues au Contrat, y compris lorsqu'il est modifié dans le respect de ses conditions d'évolution, du paiement de l'ensemble des sommes dues au titre des Droits Réels Temporaires maintenus sur l'Infrastructure de Réseau FTTH (prix mensuel, renouvellement, pénalités...) ; à défaut, l'Opérateur verra ses droits sur l'Infrastructure de Réseau FTTH anéantis.

Article XXIV.2 Résiliation d'un lien NRO-PM

L'Opérateur a la faculté, dans le respect d'un préavis de 1 mois adressé Guyacom de résilier un Lien NRO-PM par lettre recommandée avec demande d'avis de réception Guyacom.

La résiliation entraîne :



- la résiliation de l'intégralité des droits d'usage sur le Lien NRO-PM
- l'arrêt du paiement des prix mensuels afférent à cette prestation.

Aucun remboursement ou pénalité n'est dû par aucune des Parties au titre de la résiliation d' un Lien NRO-PM.

Article XXIV.3 Résiliation d'un accès à la Ligne FTTH

L'Opérateur a la faculté de résilier à tout moment pour convenance, dans le respect d'un préavis de 1 mois adressé à Guyacom, la mise à disposition de l'offre d'accès à la Ligne FTTH selon les modalités décrites aux Conditions Spécifiques.

Article XXIV.4 Suspension et/ou résiliation du Contrat pour non-respect des obligations contractuelles incombant à l'Opérateur

En cas de non-respect par l'Opérateur d'une quelconque de ses obligations au titre du Contrat, Guyacom est en droit de suspendre, totalement ou partiellement, 15 (quinze) jours calendaires après la réception par l'Opérateur d'une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée infructueuse, les prestations fournies au titre du Contrat.

Si l'Opérateur n'a pas remédié au manquement dans un délai de 30 jours calendaires suivant la mise en œuvre de la suspension, Guyacom est en droit de résilier de plein droit, totalement ou partiellement, le Contrat avec effet immédiat par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et ce, nonobstant tous dommages intérêts qui pourraient être réclamés à l'Opérateur.

Les effets de la résiliation du Contrat pour non-respect des obligations contractuelles incombant à l'Opérateur sont identiques à ceux de la résiliation de l'ensemble des engagements au-delà de la 5^e année, de la résiliation de l'ensemble des accès à la Ligne FTTH et de la résiliation de l'ensemble des Raccordements distants.

En cas de résiliation partielle du Contrat, Guyacom indique précisément la portée des effets qu'elle souhaite donner à sa demande de résiliation dans la limite des possibilités offertes dans le cadre des résiliations décrites aux articles Article XXIV.1, Article XXIV.2 et Article XXIV.3.

Article XXIV.5 Suspension et/ou résiliation du Contrat pour défaut de paiement

Pour le cas particulier du défaut de paiement par l'Opérateur tel que visé à l'article sanction en cas de défaut de paiement des factures, il est expressément convenu que Guyacom peut suspendre, 7 (sept) jours calendaires après la réception par l'Opérateur, d'une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée infructueuse, les prestations fournies au titre du Contrat.

Si l'Opérateur n'a pas remédié au défaut de paiement dans un délai de 15 (quinze) jours calendaires suivant la mise en œuvre de la suspension, Guyacom est en droit de résilier de plein droit, totalement ou partiellement, le Contrat avec effet immédiat par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et ce, nonobstant tous dommages intérêts qui pourraient être réclamés à l'Opérateur.

Les effets de la résiliation du Contrat pour défaut de paiement sont identiques à ceux de la résiliation de l'ensemble des engagements au-delà de la 5^e année, de la résiliation de l'ensemble des accès à la Ligne FTTH et de la résiliation de l'ensemble des Raccordements distants.



En cas de résiliation partielle du Contrat, Guyacom indique précisément la portée des effets qu'elle souhaite donner à sa demande de résiliation dans la limite des possibilités offertes dans le cadre des résiliations décrites aux articles Article XXIV.1, Article XXIV.2 et Article XXIV.3.

Article XXIV.6 Résiliation du Contrat pour non-respect des obligations contractuelles incombant à Guyacom

En cas de non-respect par Guyacom d'une quelconque de ses obligations au titre du Contrat, l'Opérateur est en droit de résilier de plein droit, totalement ou partiellement le Contrat, 30 (trente) jours calendaires après l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée infructueuse, et ce, nonobstant tous dommages intérêts qui pourraient être réclamés à Guyacom.

Tous les engagements à cofinancer de l'Opérateur résiliés dans le cadre du présent article deviennent caducs.

Les effets de la résiliation du Contrat pour non-respect des obligations contractuelles incombant à Guyacom sont identiques à ceux de la résiliation de l'ensemble des engagements au-delà de la 5^{ème} année, de la résiliation de l'ensemble des accès à la Ligne FTTH et de la résiliation de l'ensemble des Raccordements distants.

En cas de résiliation partielle du Contrat, l'Opérateur indique précisément la portée des effets qu'il souhaite donner à sa demande de résiliation dans la limite des possibilités offertes dans le cadre des résiliations décrites aux articles Article XXIV.1, Article XXIV.2 et Article XXIV.3.

Article XXIV.7 Résiliation de l'engagement de cofinancement pour hausse de prix exceptionnelle

L'Opérateur qui refuse l'application d'une hausse de prix exceptionnelle a la faculté de résilier un engagement de cofinancement dans les cas suivants :

- L'Opérateur peut résilier son engagement de cofinancement sur la Zone de cofinancement lorsque l'augmentation annuelle du prix forfaitaire de cofinancement de cette Zone de cofinancement excède l'augmentation annuelle de l'indice des salaires mensuels de base par activité - Télécommunications - NAF rév. 2 - Niveau A38 - Poste JB - Base 100 4^{ème} trim 2008, ou tout indice de substitution mis en place par l'INSEE ;
- L'Opérateur peut résilier son engagement de cofinancement sur la Zone de cofinancement lorsque l'augmentation annuelle du plafond du prix mensuel de la Ligne FTTH affectée excède l'augmentation annuelle de l'indice des salaires mensuels de base par activité - Télécommunications - NAF rév. 2 - Niveau A38 - Poste JB - Base 100 4^{ème} trim 2008, ou tout indice de substitution mis en place par l'INSEE.
- l'Opérateur peut résilier son engagement de cofinancement sur la Zone de cofinancement lorsque l'augmentation annuelle du plafond applicable au prix de référence du Câblage Client Final excède l'augmentation annuelle de l'indice des salaires mensuels de base par activité - Télécommunications - NAF rév. 2 - Niveau A38 - Poste JB - Base 100 4^{ème} trim 2008, ou tout indice de substitution mis en place par l'INSEE.
- l'Opérateur peut résilier son engagement de cofinancement sur la Zone de cofinancement lorsque l'augmentation annuelle des tarifs applicables aux prestations de maintenance excède l'augmentation annuelle de l'indice des salaires mensuels de base par activité -



Télécommunications - NAF rév. 2 - Niveau A38 - Poste JB - Base 100 4^{ème} trim 2008, ou tout indice de substitution mis en place par l'INSEE.

L'Opérateur adresse un courrier de résiliation en recommandé avec demande d'avis de réception à Guyacom dans les 30 (trente) jours calendaires de la notification de l'évolution du prix. Passé ce délai, la résiliation éventuelle devra respecter les conditions d'une résiliation pour convenance, toute sortie au titre du présent article étant exclue.

Lorsque l'Opérateur résilie dans les conditions du présent article et pour chaque Zone de Cofinancement concernée, les conséquences de la résiliation sont les mêmes que celles d'une résiliation d'un engagement au-delà de la 5^e année tel que décrits à l'article Article XXIV.1.

La résiliation pour hausse de prix exceptionnelle dans les conditions du présent article prend effet au jour de la hausse de prix.

Article XXIV.8 Résiliation du Contrat pour cas de Force Majeure

Dans le cas de survenance d'un cas de force majeure entraînant une suspension totale ou partielle de l'exécution des prestations de l'une ou de l'autre des Parties d'une durée de plus de 1 (un) mois, l'une ou l'autre des Parties peut résilier les prestations affectées par le cas de Force Majeure, de plein droit et sans pénalité, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans le respect d'une période de préavis de 7 (sept) jours calendaires.

Article XXIV.9 Résiliation du Contrat pour cession de contrôle de l'Opérateur

Dans le cas de survenance d'une cession de contrôle de l'Opérateur telle que décrite à l'article intuitu persona, Guyacom est en droit de résilier le Contrat de plein droit, dans le respect d'un préavis de 8 (huit) jours calendaires donné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Le préavis court :

- A compter de la réception de la notification de cession de contrôle telle que prévue au titre de l'Article XXII intuitu personae ;
- A compter de la connaissance de la survenance de la cession de contrôle par Guyacom en cas d'omission de notification de l'Opérateur.

La résiliation du Contrat pour cession de contrôle de l'Opérateur :

- vaut résiliation de l'intégralité des engagements de cofinancement des PM et des Liens NRO-PM qui n'ont pas été mis à disposition de l'Opérateur à la date d'effet de la résiliation du Contrat et à ce titre, entraîne l'arrêt des mises à disposition d'accès au PM, des mises à disposition de Câblages de sites et des mises à disposition des Liens NRO-PM installés après la date d'effet de la résiliation ;
- pour les PM et les Liens NRO-PM qui n'ont pas été mis à disposition de l'Opérateur à la date d'effet la résiliation du Contrat, la résiliation entraîne l'impossibilité pour l'Opérateur de se prévaloir du bénéfice de toute nouvelle demande d'accès au titre des offres de cofinancement de Ligne FTTH au PM et aux Câblage de Sites, ainsi qu'au titre de l'offre d'accès à la ligne et au titre des Liens NRO-PM ;
- ne remet pas en cause les PM et les liens NRO-PM mis à disposition de l'Opérateur au titre de l'offre de cofinancement antérieurement à la date d'effet de la résiliation du Contrat ;



- ne remet pas en cause le droit pour l'Opérateur d'augmenter son niveau d'engagement dans les conditions de l'article Article V.1d) du Contrat ;
- ne remet pas en cause les accès en vigueur au titre de l'offre d'accès à la Ligne FTTH mais entraîne l'impossibilité pour l'Opérateur de se prévaloir du bénéfice de toute nouvelle demande d'accès au titre de l'offre d'accès à la Ligne FTTH ;
- ne remet pas en cause la faculté pour l'Opérateur de solliciter de nouvelles affectations de Lignes FTTH pour des PM mis à disposition de l'Opérateur au titre de l'offre de cofinancement antérieurement à la date d'effet de la résiliation, dans la limite du produit de son taux de cofinancement avec le nombre de Logements Raccordables mis à disposition ;
- ne remet pas en cause les Droits Réels Temporaires définitivement acquis par l'Opérateur antérieurement à la date d'effet de la résiliation le Contrat continuant à produire ses effets jusqu'au terme des dits droits éventuellement renouvelés, y compris postérieurement à la résiliation du Contrat, pour ce qui est strictement nécessaire à leur bonne administration, dans les limites et conditions du Contrat qui restent applicables, et ce dès lors que l'Opérateur continue de s'acquitter, dans les conditions prévues au Contrat, du paiement de l'ensemble des sommes dues au titre des Droits Réels Temporaires maintenus sur l'Infrastructure de Réseau FTTH (prix mensuel, prix forfaitaire au Logement Raccordable, renouvellement, pénalités...) ; à défaut, l'Opérateur verra ses droits sur l'Infrastructure de Réseau FTTH résiliés ;
- laisse la faculté à l'Opérateur de renoncer à l'ensemble de ses Droits Réels Temporaires et droits éventuellement renouvelés avant leur terme, à tout moment dans le respect d'un préavis de 3 mois, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Dans le cas où l'Opérateur décide de renoncer à l'ensemble de ses Droits Réels Temporaires avant leur terme, Guyacom conserve l'intégralité du prix payé par l'Opérateur, et les dispositions de l'article Article XXIV.10 ci-dessous sont applicables de plein droit.

Article XXIV.10 Effet de la résiliation

En cas de résiliation d'une prestation ou du Contrat ou suite à l'arrivée au terme du Droit de l'Opérateur, l'Opérateur s'engage à déposer ses équipements au Point de Mutualisation, dans les 6 (six) mois qui suivent la date d'effet de la résiliation, sauf cas de difficultés exceptionnelles dument justifiées.

A défaut de dépose du raccordement au Point de Mutualisation dans ce délai, Guyacom se réserve la possibilité de démonter ces équipements techniques 10 (dix) Jours Ouvrés après que l'Opérateur en ait reçu la demande par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée infructueuse, aux frais de l'Opérateur.

Article XXV Preuve

Article XXV.1 Écrit électronique

Les Parties conviennent que les écrits sous forme électronique, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat, ont la même valeur que celle accordée à l'original.



Les Parties conviennent de conserver les écrits qu'elles s'échangent pour l'exécution du Contrat, de telle manière qu'ils puissent constituer des copies fidèles et durables au sens de l'article 1348 du Code Civil.

Article XXV.2 Convention de preuve

De convention expresse, les Parties s'accordent pour considérer les données enregistrées, transmises et/ou reçues par Guyacom dans le cadre du présent Contrat au moyen de ses propres outils d'enregistrement et de calcul comme la preuve suffisante du contenu, de la réalité et du moment de l'enregistrement, de la transmission et/ou de la réception des dites données.

Article XXVI Propriété intellectuelle

Toute utilisation non autorisée de marques ou logos, pour lesquels l'une des Parties est titulaire de droits exclusifs, par l'autre Partie, est de nature à entraîner des poursuites judiciaires conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle.

Les Parties s'interdisent mutuellement de déposer ou faire déposer, soit directement, soit par un intermédiaire, une marque ou un logo similaire pendant la durée du Contrat et après son terme.

Plus généralement, les Parties ne pourront en aucun cas associer directement ou indirectement l'une de ces marques ou l'un de ces logos à un quelconque autre produit ou service ou à une quelconque autre marque ou à un quelconque signe distinctif, de façon à éviter toute confusion dans l'esprit du public.

Article XXVII Protection des données

Article XXVII.1 Droit d'accès aux fichiers informatisés

Chaque Partie fait son affaire du respect de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Les informations que serait amené à transmettre l'Opérateur à Guyacom concernant des Clients Finals et conservées dans les fichiers de Guyacom pour l'exécution du présent Contrat, ne sont transmises qu'aux personnes physiques ou morales habilitées à les connaître dans le cadre de la stricte exécution des prestations qui font l'objet dudit Contrat et des déclarations faites auprès de la CNIL par Guyacom.

Article XXVII.2 Données fournies par les services d'information en ligne

Conformément aux dispositions de la loi n° 98-536 du 1er juillet 1998 concernant la protection juridique des bases de données, Guyacom est producteur et propriétaire de tout ou partie des bases de données qui composent le ou les serveurs délivrant les dits services d'information en ligne.

En conséquence de ce qui précède, l'Opérateur s'interdit toute extraction ou réutilisation intégrale ou partielle de données, au sens de l'article L342-1 du code de la propriété intellectuelle, délivrées par un service d'information en ligne (notamment le serveur d'éligibilité) auquel il peut avoir accès dans le cadre du Contrat, sans le consentement préalable et écrit de Guyacom.



L'Opérateur est toutefois autorisé à communiquer les informations concernant les Clients Finals avec lesquels il est en « relation d'affaires », à l'exclusion de toute autre information fournie par un service d'information en ligne, tel que visé ci-dessus, et pour les seules fins du présent Contrat.

Article XXVIII Confidentialité

Les Parties s'engagent à considérer comme confidentiels, le contenu du présent Contrat et ses annexes ainsi que tous les documents, informations et données (y compris les données relatives aux Clients Finals), quel qu'en soit le support, qu'elles s'échangent à l'occasion de la négociation ou de l'exécution du présent Contrat (ci-après dénommés « Données Confidentielles »).

Au titre du présent article, le terme « Partie émettrice » signifie la Partie qui communique des Données Confidentielles et le terme « Partie réceptrice » signifie la Partie qui reçoit les Données Confidentielles communiquées par la Partie émettrice.

Les Parties s'engagent pendant la durée du Contrat et les cinq (5) années qui suivront la cessation des prestations, objet du présent Contrat, à ce que toutes les Données Confidentielles :

- Soient protégées et gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de précaution et de protection que les Parties accordent à leurs propres informations confidentielles et,
- Ne soient pas utilisées à d'autres fins que l'exécution par chacune des Parties de ses obligations au titre du présent Contrat et,
- A contrario, ne soient divulguées aux membres du personnel de la Partie réceptrice ou aux représentants dûment habilités relevant d'autres services, filiales ou partenaires que si elles sont nécessaires à la stricte exécution du présent Contrat et ne soient utilisées par ces derniers que dans le but défini par les présentes et dans des conditions de confidentialité équivalentes dans le principe à celles applicables entre les Parties au titre des présentes. Chacune des Parties se porte fort du respect de ces conditions auprès des membres de son personnel et des tiers précités.

Par dérogation, lorsqu'aucune obligation de confidentialité n'a été violée, les obligations de confidentialité, édictées au présent article, ne s'appliquent pas aux Données Confidentielles :

- Dont la communication a été autorisée préalablement et par écrit par la Partie émettrice ou,
- Dont il est démontré, par une preuve écrite, qu'au moment de leur communication à la Partie réceptrice, elles appartenaient déjà au domaine public ou,
- Dont il est démontré, par une preuve écrite, qu'au moment de leur communication à la Partie réceptrice, elles étaient préalablement connues de cette dernière ou,
- Qui concernent des projets mis au point par chaque Partie indépendamment de l'exécution du présent Contrat, à la condition qu'un tel développement indépendant puisse être établi d'une façon adéquate par des preuves écrites antérieures à la révélation des Données Confidentielles par la Partie réceptrice ou,



- Qui ont été révélées à la Partie réceptrice par des tiers de bonne foi, non tenus par une obligation de confidentialité ou,
- Que l'une des Parties doit produire nécessairement pour faire valoir ses droits ou prétentions dans le cadre d'une action contentieuse relative à la formation, l'interprétation ou l'exécution du présent Contrat.

Le Prestataire est soumis aux mêmes obligations de confidentialité que l'Opérateur. L'Opérateur se porte fort du respect par son Sous-traitant des dites stipulations.

La Partie réceptrice s'engage à restituer à la Partie émettrice, sur demande expresse et écrite de cette dernière, au terme du Contrat, l'ensemble des supports restituables des Données Confidentielles et à défaut, de fournir à la Partie émettrice une attestation de leur destruction.

Article XXIX Modification réglementaire ou législative

En cas d'évolutions du cadre réglementaire, législatif ou jurisprudentiel, national ou communautaire, qui auraient pour conséquence :

- De justifier une modification des engagements auxquels Guyacom a souscrit au titre du Contrat et qui lui sont imposés par la réglementation, y compris par toute décision d'une autorité administrative ou judiciaire prise en application de cette dernière (sont concernées aussi bien les contraintes qui sont imposées à Guyacom en cours d'exécution du présent Contrat et qui doivent donc y être intégrées que la disparition éventuelle de ces mêmes contraintes qui doivent donc en être retirées) ;
- De perturber l'équilibre des droits et obligations des Parties tels qu'initialement prévus au Contrat,
- De rendre impossible la poursuite de l'exécution du Contrat, totalement ou partiellement,
- Ou plus généralement, seraient de nature à remettre en cause la viabilité du Contrat au regard, notamment, de la durée pendant laquelle il doit s'exécuter,

les Parties reconnaissent que le Contrat devra être renégocié, en tout ou partie, en vue d'y inclure les adaptations rendues nécessaires par l'évolution du cadre réglementaire, législatif ou jurisprudentiel.

Article XXX Disposition générale sur les commandes

La réalisation de toutes nouvelles prestations commandées au titre du présent Contrat est subordonnée au paiement préalable des sommes dont l'Opérateur est redevable au titre du Contrat.

Dans le cas où l'Opérateur fait l'objet d'une mesure de suspension conformément aux dispositions des présentes, la réalisation de toute nouvelle prestation commandée au titre du Contrat est subordonnée au respect préalable des obligations ayant entraîné ladite mesure de suspension.

Dans le cas où Guyacom demande à l'Opérateur la réactualisation de sa garantie financière, conformément à l'Article XV Paiement des présentes Conditions Générales, la réalisation de toute



nouvelle prestation commandée au titre du Contrat est subordonnée au respect préalable de cette obligation.

Dans le cas où un acompte est requis, Guyacom se réserve le droit d'exiger le paiement effectif de cet acompte avant de débiter la réalisation toute nouvelle prestation commandée.

Article XXXI Communication et atteinte à l'image

Les Parties s'engagent, dans le cadre de leurs communications commerciales et informations écrites ou orales sous toutes leur formes, à ne porter en aucun cas confusion dans l'esprit des Clients Finals entre leurs services.

Chaque Partie s'engage, en outre, à respecter et à faire respecter par ses préposés et ses prestataires de services l'image et la réputation de l'autre Partie, notamment relativement à la qualité des services et des réseaux mis à la disposition des Clients Finals.

Article XXXII Intégralité

Les dispositions du présent Contrat expriment l'intégralité de l'accord conclu entre les Parties et fixent les droits et obligations de chacune d'elles au titre du Contrat. Ces dispositions annulent tous les autres engagements verbaux ou écrits antérieurs portant sur le même objet.

Article XXXIII Autonomie et divisibilité des clauses contractuelles

Si une disposition non substantielle du présent Contrat est déclarée ou devient illégale, nulle ou non avenue à quelque titre que ce soit, cette disposition sera considérée comme détachable du reste du présent Contrat et n'affectera pas les autres dispositions dudit Contrat qui garderont leur plein effet.

Article XXXIV Non-renonciation

La renonciation par l'une ou l'autre des Parties à se prévaloir de tout droit qui lui est conféré au titre du présent Contrat ne vaut pas renonciation à se prévaloir dudit droit pour l'avenir.

Article XXXV Election de domicile – Correspondances

Pour toute correspondance ou acte délivré par un officier ministériel dans le cadre de l'exécution du Contrat, les Parties élisent domicile en leur siège social respectif.

Nonobstant ce qui précède, une Partie pourra notifier à l'autre Partie une ou plusieurs adresses complémentaires en fonction du type de correspondance concerné.

Tout changement d'adresse en cours de Contrat devra être notifié dans les meilleurs délais par la Partie concernée à l'autre Partie.



Article XXXVI Langue du Contrat

Le Contrat est rédigé intégralement en français. Le français est la langue applicable au Contrat. En cas de traduction du Contrat, seule la version française fera foi entre les Parties. Tous les échanges écrits ou oraux entre les Parties réalisés à l'occasion du Contrat doivent se faire impérativement en langue française.

Article XXXVII Droit applicable

Le présent contrat est soumis à la loi française.

Article XXXVIII Attribution de juridiction

En cas de litige et après l'échec d'une tentative de recherche d'une solution amiable, compétence expresse et exclusive est attribuée au tribunal de commerce de Cayenne, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie, même pour les procédures d'urgence ou les procédures conservatoires, en référé ou par requête.

Signatures

Fait à Cayenne,

Le **XX/XX/20XX**,

En 2 exemplaires originaux, paraphés et signés, un pour chaque Partie.

Toute modification des présentes devra faire l'objet d'un avenant signé en les parties.

Pour l'**Opérateur**

Monsieur XXX,
Gérant/Directeur de XXX

Pour **Guyacom**

Monsieur Filip Van Den Bossche
Gérant de Guyacom

